

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 23 FÉVRIER 1977  
N° 383 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire : 56942

**Café : les  
responsables  
de la hausse**

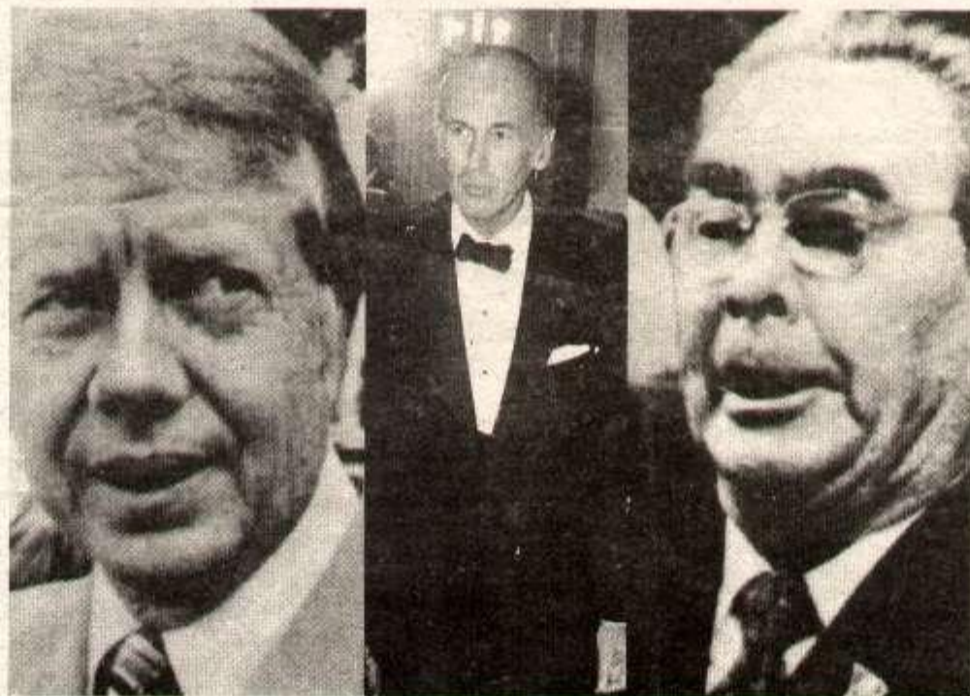
Voir p. 9

## Lambeaux aristocrates

Les ducs de Choiseul ont à plusieurs reprises été sur le devant de la scène, durant la monarchie. Le dernier en date qui a joué un rôle était ministre de Louis XV, puis de Louis XVI. Aucun rapport avec la situation de nos jours, direz-vous, et pourtant ! Au temps de leur splendeur, les Choiseul avaient une loge réservée à l'Opéra Comique. Comme les autres aristocrates, comme le roi. Et hier, 22 janvier 77, le président du tribunal de Paris rendait son jugement, en référés, sur la demande des héritiers Choiseul de garder leur loge à l'Opéra Comique. «La loge devra être mise à la disposition des héritiers du duc de Choiseul, sans restrictions ni réserves, dans la limite de douze places». Voilà le résultat du jugement. Quel puéril jeu que ces chicaneries juridiques des aristocrates dans une période où la classe qui leur a succédé au pouvoir, la bourgeoisie, est elle-même bien mal en point.

## RENCONTRE GISCARD-AMALRIK

# PRESSIONS RENFORCEES DE BREJNEV ET DE CARTER SUR LA FRANCE



## MANIL (ARDENNES)

700 ouvriers bloquent 60 %  
de la fonte destinée  
aux trusts automobiles

### VIGILANCE FACE À L'EXPULSION IMMÉDIATE !

Chez Manil, dans les Ardennes, 700 travailleurs sont en grève très dure contre la remise en cause de l'accord d'entreprise. La particularité de cette usine, c'est qu'elle produit 60 % de la fonte destinée aux freins automobiles. Déjà, le patronat de ce secteur menace de licencier des milliers de travailleurs si ceux de Manil ne reprennent pas le travail ! Ce chantage est bien mal parti !

## SIDÉRURGIE LORRAINE

Sacilor précise son plan  
de chômage

### LES SIDÉRURGISTES AUJOURD'HUI DANS LA RUE !

Lire nos informations p. 4 et 5

- Réforme Haby :  
réforme de crise  
p. 2
- Les 4 candidats  
à la mairie de  
Paris : échange  
de lieux com-  
muns p.3
- Commerce exté-  
rieur, chômage,  
prix : des chif-  
fres accablants  
p.3
- Althusser et la  
dictature du  
prolétariat :  
l'UEC en diffi-  
culté p.4
- Les inonda-  
tions : 6 morts  
dont 2 ouvriers  
p.6
- Chantage est-  
allemand p.7
- Brejnev prétend  
dicter son atti-  
tude à la presse  
française p.7

Malgré le premier refus de l'Elysée, le dissident soviétique s'entête et demande à nouveau à être reçu par Giscard en personne. Quelques jours après la lettre envoyée par Carter à Sakharov, c'est une nouvelle illustration des rivalités des super-puissances, rivalités qui s'exercent aussi, et pas seulement d'aujourd'hui, en France. Satisfaire la campagne de Carter, c'est mécontenter Brejnev, et vice-versa : Giscard et la bourgeoisie française sont dans une piètre posture, et n'ont guère les moyens d'y faire face. Les pressions et les ingérences soviétiques se multiplient dans la dernière période, à quelques mois de la visite de Brejnev à Paris.

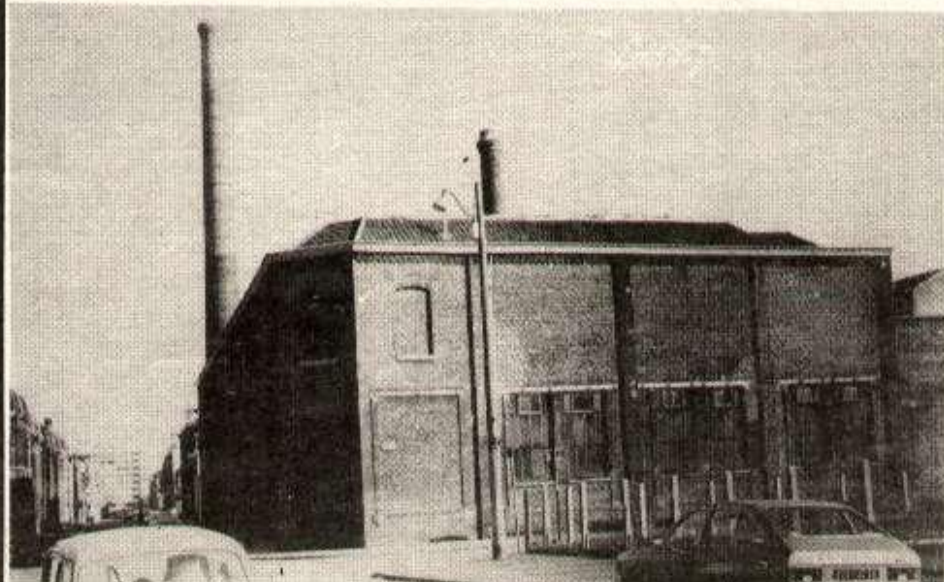
Lire notre article p. 3

## DES LECTEURS NOUS ÉCRIVENT A PROPOS DE LA SITUATION DES LUTTES

Lire en p. 10

## LE PROLÉTARIAT DU NORD FACE À LA CRISE

### ROUBAIX : ON «RÉNOVE», ON LICENCIE



Lire la suite de notre reportage p. 12



## JEUNES

# réforme haby réforme de crise !

Un conseil interministériel s'est tenu la semaine dernière pour examiner les «rythmes scolaires». Les résultats doivent être examinés par le conseil des ministres, ainsi que d'autres problèmes concernant la jeunesse. Pendant ce temps, la jeunesse est au centre des préoccupations gouvernementales, et pas dans un sens favorable : entre les déclarations de Barre sur la nécessaire déportation dans d'autres régions des jeunes chômeurs et la campagne bien orchestrée sur la drogue, les premiers décrets d'application de la réforme Haby sont publiés. Ce que va discuter le conseil des ministres, c'est bien de quelle manière encadrer la jeunesse, de quelle manière éviter de nouvelles luttes, et par quelles réformes on peut duper les masses à propos de la jeunesse.

Haby a fait paraître en Janvier les décrets d'application de sa réforme. Ces décrets confirment les grandes tendances du projet initial tout en gardant les mains libres pour fixer par arrêtés contenus et formes des programmes. Ces décrets marquent également un réajustement dirigé contre les luttes à l'école.

● L'une des fonctions assignée par la bourgeoisie à cette réforme c'est de désamorcer les critiques des masses populaires contre l'école capitaliste qui portent sur les aspects les plus criants de la sélection sociale : redoublements, orientations arbitraires, pré-apprentissage et stages patronaux. Cela Haby tente

de le faire cautionner par les travailleurs eux-mêmes : «L'instauration de procédures fines, fondées sur une information très poussée des familles et sur leur collaboration très étroite au moment des choix décisifs» (introduction collèges) ou encore «à l'intérieur de chaque cycle le redoublement n'intervient qu'à la demande de la famille» (Art. 18 Collèges).

De même la bourgeoisie essaye de dégager la responsabilité de son école dans la sélection sociale en créant des «comités de parents» censés intervenir sur tous les aspects de la vie à l'école mais ces comités comme les conseils de classes sont investis par la petite bourgeoisie et désertés largement par les travailleurs. De là à rendre les travailleurs responsables de la sélection sociale : il n'y a qu'un pas !

● Un des autres objectifs de la réforme Haby est de masquer la nature sélective de l'école. Le mythe de la «démocratisation» de l'enseignement ayant fait faillite, la bourgeoisie ne tente même plus de camoufler l'évidence : c'est-à-dire l'orientation scolaire qui ventile les élèves selon leur origine sociale, elle se contente de l'expliquer à sa manière. Elle introduit une idéologie nouvelle pour l'école de la crise. L'école «permet la détection précoce et le traitement pédagogique des handicaps éventuels. Elle favorise ainsi l'égalisation des chances tout au long de la scolarité ultérieure». (Art 1<sup>er</sup> les écoles) : ce n'est pas l'école qui organise la sélection, elle ne fait qu'enregistrer les différences naturelles entre individus...

Sous prétexte de combler les écarts, de «venir en aide à certains élèves rencontrant des difficultés temporaires, des actions de soutien sont organisées». (Art 22 les écoles). Haby met sur pied dès l'école primaire ainsi qu'au stade de la 6<sup>e</sup> et de la 5<sup>e</sup> un système de niveaux au moyen «des actions de soutien et des cours d'ap-

lieu de trois et le fait qu'une seule matière pourra faire barrage, rendront plus difficile l'obtention de ces qualifications.

D'autre part on constate le développement à la sortie de la 5<sup>e</sup> des classes pré-professionnelles sans programme bien précis qui préparent les jeunes à bricoler dans deux ou trois métiers. Les stages professionnels sont proposés systématiquement au niveau de la 4<sup>e</sup> et de la 3<sup>e</sup>. Ces stages fournissent une main d'œuvre gratuite aux petits patrons et commerçants. Ces mesures vont permettre à la bourgeoisie de produire massivement une main d'œuvre déqualifiée facilement reconvertible selon les besoins de la restructuration économique et de former un nombre plus réduit d'ouvriers qualifiés avec l'élimination des CAP sans valeur et la limitation des reçus au CAP.

Dans le prolongement de ces mesures, la sélection est renforcée au niveau du secondaire. L'acquisition obligatoire de la première partie du bac pour l'entrée en terminale, l'impossibilité de redoubler plus d'une fois

sent pas de programme précis. Par contre les jeunes apprendront à être de bons exploités. C'en est fini de l'humanisme et de la promotion par le savoir, c'est un utilitarisme étroit qui commande à la définition du contenu de l'enseignement. On apprend à remplir une feuille d'impôt, une fiche de paye, à rédiger une demande administrative. Ce qu'il faudrait aux patrons ce sont des OS et des employés incapables de réfléchir et de lutter, qui ne bronchent pas aux licenciements et que l'on pourrait facilement reclasser puisqu'ils posséderont des rudiments dans 2 ou 3 métiers.

Pour la bourgeoisie l'ouvrier n'a besoin ni de savoir ni de culture. Il faut le priver des moyens de lutter. C'est tout cela qui se met progressivement en place avec la réforme Haby.

● Les décrets donnent tous les pouvoirs aux chefs d'établissements. Il peut «intenter les poursuites devant les juridictions compétentes», «il contrôle l'activité du foyer». (Art 20 organisation administrative et financière). Enfin il peut «inter-

## Répression dans les lycées

Les aspects démagogiques de la réforme Haby, la campagne de calomnie de la jeunesse scolarisée, ne doivent pas faire oublier la répression, simple, brutale, qui cherche actuellement à briser la volonté de lutte dans les lycées, partout où elle se manifeste : au lycée

Romain Rolland d'Ivry, c'est pour des motifs aussi insignifiants que «court en sabots», «sourit à l'annonce d'une sanction», que se multiplient les conseils de discipline ; au lycée Blanqui, pour avoir écrit sur le cahier de texte, une élève est expulsée 3 jours.

À Talence, une cinquantaine de jeunes gens pénètrent dans le dortoir de 50 jeunes filles : résultat, 102 élèves traduits devant le Conseil de discipline, les uns pour avoir enfreint la discipline, les autres pour ne pas s'y être opposé !

À Balzac, depuis janvier, des jeunes venant d'autres lycées du quartier se font éjecter, plusieurs réunions sont annulées par le conseil d'administration. Mais cela ne suffisait pas : désormais le proviseur peut à tout moment, en cas de «troubles de l'ordre public» faire intervenir les flics ; les cartes de sortie réapparaissent, contrôlées à l'entrée et à la sortie du lycée ; enfin le conseil d'administration a pris la décision d'installer des pics sur les grilles du lycée !

Il y a ne serait-ce que deux ans, les administrations de ces lycées ne se seraient pas permises de telles actions ; l'ampleur et la gravité de cette répression, permettent de mesurer le danger que représente actuellement le mouvement de la jeunesse scolarisée pour la bourgeoisie : elle essaie par tous les moyens d'étouffer, de briser ce mouvement avant même qu'il ne se déclenche.



profondissement» (Art 22 les écoles) qui aggravent les écarts. «Des aménagements pédagogiques... à titre exceptionnel au bénéfice de certains élèves». (Art 6 les collèges) favoriseront «les plus doués» alors que les autres seront condamnés à tabâcher.

● Organiser la déqualification massive de la jeunesse c'est également un des aspects les plus importants de la réforme Haby.

D'une part les CET seront supprimés et remplacés par des lycées plus difficiles d'accès où les jeunes pourront entrer à un âge où ils aspirent souvent à quitter l'école et à travailler. La préparation des BEP et CAP qui se fera en deux ans au

la terminale ont pour but d'éliminer massivement les élèves moyens avant la fac. Ce sont les postes d'employés qui leurs sont réservés.

● L'une des attaques les plus graves de la réforme Haby c'est la sous-culture des fils du peuple.

Si Haby reste bien discret sur le contenu des programmes dans ses décrets, son projet et les propositions pour la classe de sixième laissent deviner ce qu'il nous prépare.

Haby réduit les quelques connaissances sérieuses qu'on pouvait acquérir auparavant. Histoire, mathématiques et français sont réduits au minimum, nombre de matières ne connais-

dire l'accès de ces enceintes ou locaux à toute personne relevant ou non de l'établissement, suspendre des enseignements ou autres activités au sein de l'établissement». (Art. 10 Organisation administrative).

Non seulement ces mesures visent à mettre au pas la jeunesse scolarisée pour qu'Haby puisse appliquer sa réforme mais aussi à renforcer l'isolement du mouvement de la jeunesse scolarisée au moment même où il pose la question de faire pénétrer les luttes du peuple à l'école, à empêcher la jeunesse de se regrouper, d'acquiescer une expérience de lutte et de résistance avant de travailler ou de se retrouver au chômage.

### EXTRAITS D'UN RÈGLEMENT INTÉRIEUR

#### Circulation et mouvement des élèves :

(...) Les élèves devront attendre l'arrivée du professeur pour monter en classe (...) Ne pas respecter cette consigne, équivaldra à vous mettre dans votre tort.

(...) Tout élève surpris dans les locaux ou derrière les bâtiments s'exposera à des sanctions.

#### Mesures de propreté :

(...) Ne prenez pas plaisir à transformer les cours et les pelouses en cloaques.

(...) Je punirai d'exclusion tout élève surpris à commettre des actes de vandalisme, et il remboursera les dégâts occasionnés.

#### Politesse dans l'établissement :

(...) La jeunesse a acquis des privilèges, des libertés. En un sens, tant mieux, si toutefois vous prouvez que vous en êtes dignes. Cette émancipation n'enlève rien au fait que vos professeurs et les différents personnels qui vous entourent restent vos aînés et ont droit à votre considération. Il n'y a aucune raison pour que vous les traitiez d'égal à égal. Attendez d'être adultes vous-mêmes.

#### Sanctions :

(...) Montrez-vous assez intelligents pour respecter tout simplement ces consignes et prouver que vous êtes dignes de confiance, comme le font du reste une grande partie des élèves, conscients qu'ils sont au lycée pour y travailler, réussir dans leurs études et préparer ainsi leur avenir, les incidents n'étant le fait que d'une minorité d'entre vous. Mais, sachez bien que... nous sommes bien décidés à ne pas laisser se dégrader à nouveau le climat du lycée.



## Rencontre Giscard-Amalrik

# PRESSIONS RENFORCÉES DE CARTER ET BREJNEV SUR LA FRANCE

Alors, Amalrik sera-t-il finalement reçu par Giscard ou pas ? La question se pose encore, puisque le dissident soviétique renouvelle sa demande : il aurait des choses importantes à dire à Giscard, trop importantes pour qu'elles ne soient dites qu'à un membre du ministère des Affaires Étrangères. La position de Giscard face à une telle

demande ne dépend évidemment pas de son sentiment personnel, elle ne dépend pas non plus seulement des impératifs de la politique intérieure française : à quelques mois de la visite de Brejnev en France, c'est toute la question des rapports entre la France et le social-impérialisme qui est posée par cette affaire.

L'URSS semble vouloir faire de la France le terrain privilégié de sa politique de «détente», c'est-à-dire une cible privilégiée de ses pressions. La place accordée par Brejnev à la France dans son rapport au 25<sup>e</sup> congrès du parti d'URSS le prouve : après l'énoncé des principes généraux de «coopération» avec l'Europe, quelques mots sur la RFA, où il y a un contentieux à régler, et plusieurs lignes sur la France, et sur elle seule.

«Nous sommes prêts à élargir encore la sphère d'entente et de coopération avec la France». On avait déjà eu une idée de ce que signifiait «entente et coopération» dans la bouche de Brejnev lors de la visite de Giscard en URSS en octobre 75 : après avoir fait faire du tourisme à Giscard pendant deux jours, après avoir censuré une partie de son intervention à la télévision soviétique, Brejnev avait finalement «accepté» de recevoir Giscard pour lui vanter les mérites de la «détente».

française, coupable d'avoir «mal parlé» de l'URSS, etc...

Ces pressions n'ont rien d'étonnant de la part de la super-puissance soviétique.

C'est avec mollesse que Giscard répond à ces tentatives d'ingérence caractérisées, mollesse qui ne peut bien sûr qu'encourager les Soviétiques à continuer leurs pressions. En ce sens, les pressions soviétiques ne sont que le pendant des pressions et du chantage américain, Concorde en est un exemple.

Par-dessus Giscard, piètre dirigeant d'une bourgeoisie française en crise profonde, Américains et Russes se livrent à leur rivalité. Pour les Américains, il s'agit de garder leur prépondérance sur l'Europe ; pour les Russes, il s'agit de tenter de les supplanter. Et quel meilleur «champ d'expérimentation» que la France de Giscard, où il est possible de peser sur les choix politiques du gouver-

nement. Aujourd'hui, cela se fait pacifiquement, à grands coups de déclarations et de réceptions, mais demain ?

Une fois de plus, la récente affaire Amalrik montre combien la bourgeoisie fran-

çaise, profondément divisée politiquement, incapable de faire face sur le plan économique, comme le montre le déficit du commerce extérieur, est aussi un enjeu que les superpuissances se disputent avec frénésie au mépris de l'indépendance de notre pays.



## En bref...

### DÉMOCRATIE... DÉMOCRATIE...

• *Pohor, président du Sénat, vient de désigner son représentant au conseil constitutionnel : il s'agit de Louis Gros, sénateur Républicain Indépendant.*

• *Ghislain de Benouville, député apparenté RPR, adjoint de Dassault, directeur de «Jour de France», etc. vient d'annoncer qu'ils constituaient une liste «d'union» de la majorité dans le 12<sup>e</sup> arrondissement. La raison qu'il invoque est «que c'est le meilleur moyen pour gagner les élections». En fait, il traduit l'hésitation de quelques grands capitalistes gaullistes sur le choix du meilleur homme pour continuer leur trafic. Après tout, les discours sur «l'ordre» de Chirac ont peut-être fait peur à celui dont on avait évoqué le nom dans l'affaire de Vathaire...*

*Comment accentuer la démocratie dans notre pays, c'est la question que se posent tous les partis bourgeois à l'approche des élections. Giscard y a répondu par son livre «Démocratie française», Chirac par sa «démocratie du quotidien», et les candidats PCF de Toulouse ont trouvés une nouvelle formule : la clé de la démocratie locale, c'est la caravane ! Ces candidats tiendront leurs permanences électorales dans une caravane, pour pouvoir se déplacer d'un quartier à l'autre. Et ils expliquent qu'il s'agit là d'un symbole, «celui d'une nouvelle pratique de la démocratie au Capitole, la mairie de Toulouse». En somme, si tu n'es pas assez «démocratique» pour aller dans les permanences PCF, les permanences viendront à toi.*

L'impérialisme français est affaibli, c'est une constatation que tout le monde peut faire, et les deux super-puissances cherchent à en profiter : c'est là le sens de l'intérêt porté par l'URSS à la France. Ainsi, depuis quelques mois, les pressions se multiplient, et pas toujours de manière voilées : Ponomarev vient pour «conseiller» à Giscard d'œuvrer à l'application des accords d'Helsinki et pour dire que «l'union soviétique voudrait voir la France participer plus activement aux efforts internationaux visant à trouver les moyens de limiter la course aux armements».

Des conseils amicaux en quelque sorte... C'est le ministre de l'éducation russe, Prokofiev, qui lors d'une visite de Haby en décembre, propose «un travail commun des spécialistes soviétiques et français relatifs à l'élaboration des manuels d'histoire, de géographie et de littérature pour le secondaire». C'est la vente en dessous du prix coûtant d'une presse hydraulique, inaugurée à Issoire par Giscard et le vice-premier ministre, Kiriline. Ce sont très récemment, les critiques acerbes des Soviétiques à la presse

## LES 4 CANDIDATS À LA MAIRIE DE PARIS À LA TÉLÉ

### ÉCHANGE DE LIEUX-COMMUNS

Le grand débat avec les quatre avait déjà eu du mal à s'organiser. C'est Fizbin, le moins connu des quatre principaux candidats à la mairie de Paris qui avait lancé l'idée, il y a quelques semaines, idée qui n'enchantait personne, pour des raisons diverses : faire un débat à quatre quand on prétend, à droite comme à gauche, qu'il n'y a que deux blocs en présence, c'est gênant ; de plus, Chirac répugne à ce genre de débat qui ne peut que le ramener à sa véritable place, celui d'un politicien comme les autres, lui qui voudrait se présenter comme le «recours» de la droite, au-dessus des sordides alliances de partis...

Bref, il a fallu beaucoup d'imagination et de sens du compromis à Elkabbach et aux responsables d'Antenne 2 pour parvenir à organiser une telle «rencontre», lundi soir. Le compromis a été tel que ce qui aurait pu être l'événement du jour ne s'est en fait déroulé que fort tard dans la soirée, avec en plus la concurrence d'un film connu sur la première chaîne... Au total, les quatre candidats n'ont parlé qu'environ 45 minutes, ce qui fait un peu plus de 10 minutes chacun, le temps d'exposer des généralités déjà largement connues : tous sont d'accord pour se consacrer totalement à Paris s'ils sont élus (ils peuvent difficilement dire autre chose) et à une allusion de d'Ornano, Chirac prouve son respect des promesses en rappelant qu'il s'était engagé à être conseiller municipal en Corrèze pendant 12 ans, et qu'il a tenu sa promesse ! Le caractère spécieux de l'argument donne une idée du «débat». Quand on veut faire de la

démagogie, on rencontre parfois des problèmes : hormis Fizbin, les 3 autres veulent à la fois se présenter comme parisiens (ça fait mauvais effet d'être parachuté) mais comme beaucoup de Parisiens viennent de province, il faut —aussi— rappeler ses attaches provinciales. Sarre, d'Ornano et Chirac ont joué à ce petit jeu. Alors, quoi de neuf après la rencontre des 4 lundi soir ? Rien, si ce n'est la curieuse manière de mener la discussion des journalistes présents. En fait de «renouvellement» de l'information, Antenne 2 semble surtout s'orienter vers les faux-débats, les questions sans intérêts, et les préférences politiques : Sarre s'est fait couper la parole d'une manière abrupte, et monsieur d'Ornano a été en conclusion remercié tout spécialement. A quoi est-ce dû ? A sa qualité de ministre ? A la platitude de ses réponses ? Ou à son programme ? Ou à la qualité de candidat désigné par Giscard ?

## COMMERCE EXTÉRIEUR, CHÔMAGE, PRIX Des chiffres accablants

La lutte contre le déficit du commerce extérieur est soi-disant une des priorités du gouvernement Barre. Les chiffres (officiels) de janvier montrent bien l'efficacité de cette lutte : 2,9 milliards, ce qui voudrait dire que si le déficit se maintient ainsi pendant toute l'année, on assistera à une augmentation de 80 % du déficit du commerce extérieur français.

Depuis vendredi, le franc est «attaqué» à la Bourse, ce qui veut dire en clair qu'il baisse, par rapport au dollar, par rapport au mark, et même par rapport à la livre anglaise, ce qui est encore plus éloquent quand on sait la faiblesse de cette monnaie. Comme un malheur n'arrive jamais seul, on commence à parler du chiffre de la hausse des prix en janvier, premier mois de baisse de la TVA : selon l'indice CGT, cette hausse serait de 0,9 %, et selon le bruit officieux de l'INSEE, la hausse serait de 0,5 %. Il est vrai qu'il reste quelques jours au gouvernement pour truquer cet indice avant qu'il

ne soit rendu public. Voilà un bilan accablant pour celui que Giscard présente comme le «meilleur économiste français». Face à cela, les explications du gouvernement, et particulièrement celles de Rossi, ministre du commerce extérieur, valent leur pesant d'or : l'ampleur des chiffres de janvier est dû... à la sécheresse, qui continuerait à faire sentir ses effets, et à un stockage de pétrole fait en décembre et comptabilisé en janvier !

Récapitulons : l'inflation semble devoir revenir à son niveau au début 76, et l'objectif de Barre de 6,5 % d'augmentation en 77 s'éloi-

gne ; le chômage atteint son taux record ; le déficit du commerce extérieur va en empirant ; etc. Il n'y a qu'une seule chose sur laquelle le gouvernement semble vouloir rester ferme : c'est le blocage déguisé des salaires, l'intransigeance face aux revendications des travailleurs. Le plan Barre avait entre autre été prévu pour que ses différentes étapes coïncident avec les élections, celles des municipales, et surtout celles des législatives. A moins de deux semaines des municipales, les différents chiffres de janvier risquent bien d'aller à l'opposé du sens souhaité par Giscard : au-delà de la «morosité» ou de l'«optimisme» des patrons, au-delà des menaces et des provocations de Barre vis-à-vis des travailleurs, les chiffres révélés montrent une fois de plus dans quelle situation délicate se trouve la bourgeoisie française, incapable de «redresser» son économie, quelque soit la rigueur des plans.



# POLITIQUE

## Althusser et la Dictature du Proletariat

### L'UEC EN DIFFICULTÉ

Même si on ne parle plus guère d'eux, les «intellectuels» du PCF, Althusser, Balibar et autres, poursuivent leur combat d'arrière-garde. Acceptant le principe d'union autour du programme commun, acceptant dans son fond le projet de capitalisme d'État, ils veulent faire conserver au PCF ses «références idéologiques», et particulièrement la dictature du prolétariat.

Le débat, qui a connu une certaine vigueur avant le 22<sup>e</sup> Congrès, se poursuit aujourd'hui principalement dans les rangs de l'U.E.C., ce qui ne veut pas dire qu'un certain nombre de militants du PCF, principalement des travailleurs, ne se posent pas de questions, mais, eux, n'ont pas la possibilité de débat. A en croire un certain nombre d'informations, le débat au sein de l'U.E.C. prend une tournure délicate pour la direction. Ainsi, dans un tract, les étudiants du cercle U.E.C. de la Sorbonne, là où est Althusser, disent que «des camarades de la direction nationale ont essayé de nous dissuader de tenir un débat. Ils affirmaient qu'Althusser étant en désaccord sur la dictature du prolétariat, était en désaccord avec le 22<sup>e</sup> Congrès». Tout le monde

conviendra que c'est faux. D'autre part, le journal des étudiants du CERES à Paris «le crayon entre les dents», publie un certain nombre de révélations sur la préparation du congrès des jeunes révisionnistes, qui s'est tenu en décembre. Selon ce journal, de nombreux cercles qui s'étaient opposés au texte préparatoire ont été purement et simplement écartés du congrès. Il s'agirait des cercles de Grenoble, Bordeaux, Lille, Clermont-Ferrand, entre autres. Jusqu'ici, il n'y a eu aucun démenti. Dernier indice : la revue de l'UEC, «Clarté», changerait de formule. Non pas pour aller dans le sens de «France Nouvelle» et du 22<sup>e</sup> Congrès, mais au contraire pour devenir une revue «d'approfondissement du front

économique, politique, idéologique». La petite bataille qui se mène aujourd'hui dans les rangs de l'U.E.C. n'est pas de nature à influencer les orientations du PCF. Cependant, elle est le signe de difficultés qu'il y a à regrouper à la fois des ouvriers, puisqu'ils sont la

masse de manœuvre nécessaire, des cadres et autres techniciens, puisqu'ils sont la base du projet de capitalisme d'État, et des «philosophes» pour donner un vernis marxiste au tout.

#### ● ÉCHANGE :

Jean Daniel, le directeur du «Nouvel Observateur», estime qu'il y a derrière les ingénieries «de bons sentiments». Les Soviétiques ne feraient qu'essayer, maladroitement il est vrai, d'appliquer la «détente». Pour montrer sa bonne foi et «crever l'abcès», Daniel propose, ni plus ni moins, un échange de «tribunes libres» entre son journal et la «Pravda». Une bonne publicité pour le «Nouvel Observateur» de toute façon.

## Réunion électorale de la gauche «unie» à Vitry :

### «SI NOUS DONNONS CE SPECTACLE AUX FRANÇAIS, COMMENT CROIRONT-ILS QUE DANS UN AN NOUS POURRONS DIRIGER LE PAYS» ?

Voilà ce que disait lundi soir Marcel Rosette, maire de Vitry et membre du Comité Central du PCF à la présentation des candidats. C'est un spectacle de véritable foire d'empoigne entre le PS et le PCF, qui fut donné lundi. A Vitry, le PCF donne huit sièges au PS, celui-ci en réclame 9. De plus, les radicaux de gauche, qui se sont manifestés voudraient bien un siège. «Prenez le sur le PS» dit Rosette. «Pas question» répond le PS. Mais à Vitry, ce n'est rien à côté des communes limitrophes. A Alforville, le PS propose 6 sièges au PCF qui en réclame 10. A L'Hay les Roses, il lui en propose 7, alors qu'il en réclame 12, à Cachan 5 contre 10, etc.

Le plus épineux est Alforville où en 65 le PCF majoritaire au conseil muni-

cipal laissait le poste de maire à Franceschi qui est au PS. Celui-ci les mettait dehors aux municipales de 71. Un travailleur dira : «En 71 et en 75, quand on collait des affiches du parti, et on recevait des coups sur la tête par la bande à Franceschi». Un vieil ouvrier du Pas-de-Calais, très applaudi expliquera les trahisons de la vieille SFIO qu'il a quittée en 1924 «il faut laisser cela et voir l'avenir» insistera Rosette gêné. Néanmoins toute la soirée se passera en décompte de sièges et en récriminations de part et d'autre. «A Orly, dira un membre du secrétariat de la Fédération du Val de Marne PS, «Vous nous donniez 6 sièges, et aujourd'hui, plus que 4». Le sommet sera atteint quand le PS de Vitry expliquera que d'après leurs chiffres, le PS devra avoir

9,24 sièges, le PC 29,67 et qu'il devrait y avoir une personnalité indépendante désignée aux 2/3 par le PC et 1/3 par le PS. La salle croula sous les rires.

A 10 jours du dépôt des listes, l'étalage de ces décisions ne rend guère crédible le projet de la gauche. Tout montrait hier que ces marchandages au couteau sont le prélude à un éclatement prévisible d'un gouvernement de gauche. Dès à présent, PS et PC préparent le rapport de forces. «Mais alors, comment ferez-vous, pour gouverner ensemble ?» disait un des ouvriers Rhône-Poulenc. Les cris hostiles de la réunion montrent aussi que l'inquiétude est grande à la base même du PCF.

Correspondant

# LUTTES OUVRIÈRES

## MANIL (Ardennes) :

### 800 TRAVAILLEURS BLOQUENT DEPUIS UN MOIS 60% DE LA FONTE POUR LES FREINS AUTOMOBILES ARRETONS L'EXPULSION IMMINENTE!

Dans la petite ville de Vivier Au Court, dans les Ardennes, près de Charleville-Mézières, existe une entreprise qui a pour nom Manil.

Filiale du groupe américain Eaton, Manil est la seule entreprise en France à produire de la «fonte à coquille» ou «fonte grise» nécessaire à la fabrication de pièces de haute précision. En clair, Manil fournit au bas mot 60% de la fonte qui sert à fabriquer les freins de voiture. 700 travailleurs y sont employés ou plutôt l'étaient car, depuis un mois, ils paralysent totalement l'activité de la fonderie.

Ils sont en grève pour exiger, contre l'avis de la direction, la reconduction de l'accord salarial de 76, prévoyant une progression des salaires. La direction ne veut rien savoir. «Il y a les consignes du plan Barre», dit-elle. Les travailleurs viennent encore à juste titre de repousser les «propositions» de la direction, propositions qui n'entérinent en fin de compte qu'un blocage des salaires.

La direction a d'abord fait intervenir des vigiles et des chiens pour déloger les ouvriers qui n'étaient toutefois pas en occupation au départ. Ces attaques n'ayant pas eu d'effet, elle vient de saisir le tribunal des référés qui a prononcé un avis

d'expulsion. Contre cela, les travailleurs se sont organisés, bien décidés à défendre leur usine. Devant les grilles de l'usine, ils ont entassé des bennes et des morceaux de fonte de plusieurs tonnes; les flics devaient intervenir hier matin. A l'heure où nous mettons sous presse, aucune information ne confirme jusqu'ici cette intervention... Il reste néanmoins qu'il était impossible d'appeler les grévistes au téléphone, hier matin. Quelle explication donner à cela ?

Ce n'est pas la première fois que les travailleurs de Manil rentrent en lutte. A plusieurs reprises, déjà, ils ont déclenché des grèves portant notamment sur les

salaires. La plupart du temps, ils ont obtenu satisfaction, vu qu'un arrêt quelque peu prolongé de la production de fonte peut très rapidement paralyser, sinon la totalité, du moins une bonne partie de la fabrication d'automobiles en France. En effet, seul Citroën produit sa propre fonte pour les freins de voitures. La direction de l'entreprise DBA à Beauvais (fabrication de freins), faute d'approvisionnement, a déjà mis au chômage technique 700 travailleurs. Et bien sûr, elle accuse les travailleurs de Manil d'être responsables du chômage technique dans son usine ! Les travailleurs de DBA à Beauvais, ont refusé, à juste titre, de suivre la direction sur son terrain. Face aux mesures de chômage, 50% d'entre eux actuellement se sont mis en lutte pour exiger la levée de ces mesures, et le paiement des jours chômés jusqu'à ce jour ! C'est un soutien qu'ils apportent aux travailleurs de Manil ! C'est ce même soutien que les travailleurs du secteur automobile ne manqueront pas d'apporter si une partie d'entre eux, dans les jours à venir, est

lock-outée à son tour. Dans l'automobile ou à Manil, il faut faire reculer le plan Barre !

### Communiqué de presse des foyers de résidents SONACOTRA de St Denis et Pierrefitte

La SONACOTRA et la Justice bourgeoise lancent un mot d'ordre raciste pour justifier l'augmentation des loyers : la crise du pétrole, pour rendre les travailleurs immigrés responsables de la crise économique actuelle.

Nous, résidents grévistes, nous nous indignons de ces provocations scandaleuses qui créent une division entre nous, travailleurs immigrés et les travailleurs français, et lancent de la poudre aux yeux de l'opinion publique.

Au cours de l'interview au journal «La Croix» du 30 avril 1976, Claudius Petit disait que les travailleurs immigrés ne veulent pas payer leur loyer. Nous n'avons jamais refusé de payer notre loyer, mais nous refusons le loyer imposé par la SONACOTRA et non justifié. Aujourd'hui, la justice et la SONACOTRA nous condamnent par les saisies-arrêts sur nos salaires.

Ce jugement aura lieu le jeudi 24 février 1977 à 13 h 30 au Tribunal de St Denis -22 bis, rue Gabriel Péri- métro Porte de Paris.

Les Comités de Résidents  
de St Denis et de Pierrefitte

#### En Bref...

La totalité des ouvriers de l'entreprise de cartonnerie Lincrusta à Sedin, dans le Nord, est en grève illimitée avec occupation. Ils exigent le 13<sup>e</sup> mois et réclament en outre que leur salaire soient les mêmes que ceux pratiqués à l'usine Lyonnaise du même groupe.

Les employés du centre de chèques postaux d'Orléans la Source, viennent de faire 24 heures de grève pour refuser les changements d'horaires que veut imposer la direction du centre, et contre l'aggravation considérable de leurs conditions de travail.

Les 99 employés de l'entreprise «Télé-Hotesse Prestations» dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, à Paris, n'ont fait que trois jours de grève puis ont repris le travail. Ont été obtenus : deux mois au lieu de trois pour la période d'essai, des augmentations de salaire mensuelles échelonnées entre 230 et 400 F, une prime de sous sol de 10 %, le paiement de la totalité des jours de grève, et l'ouverture à cours terme de discussions à propos des grilles de salaire.



## LUTTES OUVRIÈRES

## Sacilor Sollac précise son plan de chômage

### LES SIDÉRURGISTES DANS LA RUE AUJOURD'HUI

Il y a quelques semaines à peine, les trusts sidérurgiques faisaient connaître, chiffres à l'appui, leur plan de restructuration. Ce plan, non seulement se précise de jour en jour mais qui plus est, tout indique que sa mise en œuvre risque de devenir imminente, si rien n'est fait pour la stopper et ce, rapidement.

Il y a 48 H, c'était l'annonce par Usinor de la fermeture totale ou partielle d'une partie importante de ses unités de production : celle de Thionville, ou seule la fonderie continuerait à fonctionner et aussi les usines situées dans la région du Nord : à Trith St Léger, dans le Valenciennais, seule resterait en activité le laminoir à grosses poutrelles. Les usines de Louvroil et Denain, dans la même région, risqueraient aussi d'être touchées.

#### LA DIRECTION AUX TRAVAILLEURS : «SOYEZ MOBILES !»

Sacilor Sollac décide dans le même temps d'accélérer la mise en pratique de ses projets. Lors du dernier comité central d'entreprise, les choses n'allant sans doute pas assez vite à son goût, il a révélé comment il comptait s'y prendre pour faire accepter son plan de chômage :

«Tous les jeunes qui accepteront de quitter l'entreprise avant mai 77 recevront leur indemnité de licenciement accompagnée de deux mois de salaire et d'une prime pour la recherche d'un autre emploi ! En clair, une prime de mobilité qui cache mal son nom. Car les travailleurs lorrains le savent bien : une fois licenciés, inutile de chercher un quelconque emploi sur place, car il n'y en a pas. Et laisser passer les licenciements dans la sidérurgie, c'est à court terme, voir fermer tout un tas d'entreprises dépendantes de ce secteur, réduire leurs effectifs : c'est le cas de nombreuses usines dans la métallurgie, mais aussi la SNCF, l'EDF, les magasins, pour ne citer que ces exemples.

Que cette troisième restructuration en dix ans passe et c'est la transformation irrémédiable de la région en désert, les travailleurs en sont conscients ; et bien que freinée par les directions syndicales révisionnistes et réformistes, assurément plus soucieuses des échéances électorales imminentes, la colère des sidérurgistes n'en existe pas moins et elle peut éclater d'un moment à l'autre. C'est cela que les maîtres de forges veulent tenter d'éviter par ces mesures qui ressemblent, à s'y méprendre, à la soi-disant retraite anticipée qu'ils accorderaient à des milliers de travailleurs.

#### COMMENT «SUPPRIMER» LE CHÔMAGE : ENGAGEZ-VOUS !

Mais mettre les travailleurs au chômage ne supprime pas les chômeurs et surtout leur colère ! Alors la direction de Sacilor a trouvé une solution, du moins le croit-elle : elle vient de proposer de les «supprimer» d'une manière pour le moins étrange : en proposant «que tous les jeunes qui s'engageront pour un service militaire de 24 mois par avancement de l'appel auront la garantie de

chômeurs, voilà les buts auxquels elle voudrait de la sorte parvenir ! Quant au travail que ces jeunes sidérurgistes trouveraient à la sortie de l'armée, il serait bien entendu inexistant !

Si la restructuration de trusts comme Sacilor se faisait, non seulement ce serait des milliers de travailleurs qui se retrouveraient à la rue, mais de plus ce serait des centaines de jeunes qui se retrouveraient dans les files d'attente de l'ANPE... avant d'avoir jamais travaillé.

#### LA JEUNESSE CHÔMEUSE AVANT D'AVOIR TRAVAILLÉ

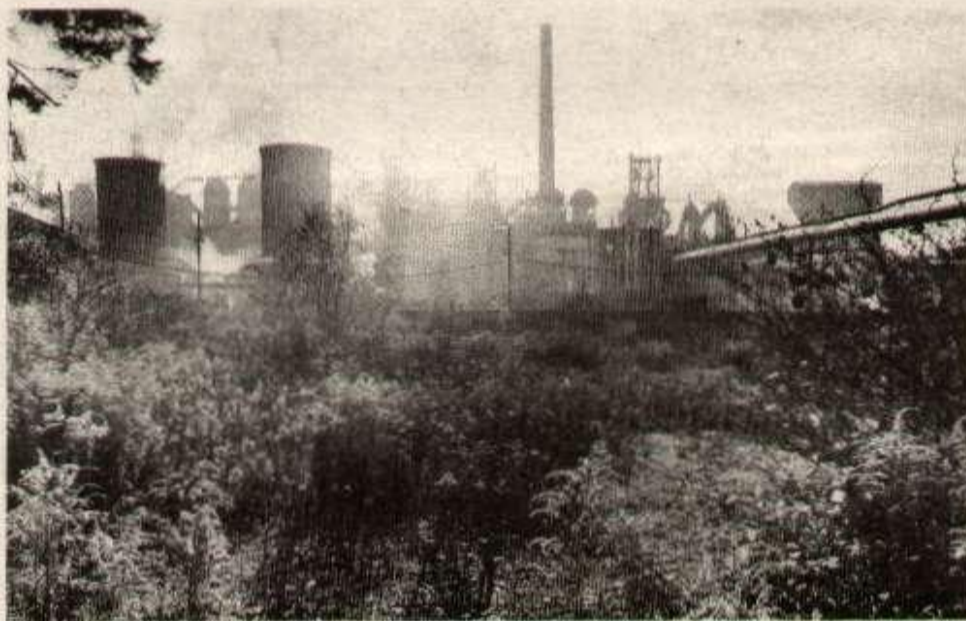
Car Sacilor vient de le confirmer : les jeunes qui sortiront de ses centres d'apprentissage dans les quelques mois qui viennent,

l'embaucheraient souvent comme O.S., mais ils l'embaucheraient quand même.

Ces jeunes sidérurgistes comme leurs pères refusent de s'expatrier. Certains, pourtant, l'avaient accepté en 71, lors du plan Dheres.

Mais ils en sont revenus. «Oui, j'ai connu des copains qui sont partis. Par exemple à Fos, mais l'ambiance ne leur plaisait pas. Ils n'avaient pas de copains, ni de logement. Et maintenant, il n'y a même plus de travail non plus là-bas !».

Non, ce n'est pas s'expatrier que veulent les travailleurs lorrains, c'est rester sur place, avec un emploi pour tous ! Aujourd'hui, lors de la journée d'action qui se déroulera, ils l'affirmeront avec force ! Mais il est temps d'engager un véritable plan de bataille !



l'emploi au retour ! Ce n'est pas la première fois que la bourgeoisie propose cette «solution» ! Embriquer les jeunes, supprimer cet important potentiel de révolte que constituent les

ne sont plus garantis, comme cela existait ces dernières années, d'être embauchés. «Avant, nous dirons un jeune apprenti, avec un C.A.P. d'ajusteur, de fraiseur, de chaudronnier, ils

### BABCOCK (IVRY) Les travailleurs imposent l'occupation au tribunal !

Lundi 21 février, deux délégués de la Babcock à Ivry usine actuellement en lutte passaient au tribunal des référés pour «occupation d'usine» après avoir obtenu que l'affaire se passe en présence de tous les travailleurs présents et non à huis-clos comme cela avait été prévu, les travailleurs ont imposé l'occupation de leur usine au patron. L'occupation est déclarée légale par le tribunal. «C'est un grand pas en avant pour les travailleurs de Babcock. Il y a une semaine, on n'aurait jamais envisagé une telle lutte» disaient les travailleurs. Mardi après midi, un médiateur envoyé par le tribunal, doit venir pour négocier. Les tracts d'information seront distribués aux travailleurs alentour et à la population pour que la lutte ne reste pas isolée.

Continuons l'occupation jusqu'à la satisfaction de nos revendications !

## SESCOSEM

### LE TRIBUNAL ANNULE LES LICENCIEMENTS... POUR VICE DE FORME

Il y a une quinzaine de jours, la direction de la Thomson Sescosem annonçait, chiffres à l'appui, le plan de restructuration de son secteur «semi-conducteurs». En clair, 147 licen-

Provence, une autre manifestation était organisée elle aussi.

Pendant ce temps, l'intersyndicale d'Aix en Provence attaquait la direction du groupe Thomson devant le



Assemblée générale d'une équipe de l'après midi

ciements dans son usine d'Aix en Provence et 336 dans son usine de St Egrève près de Grenoble.

Aussitôt les ouvriers et ouvrières de ces deux usines, avec leurs organisations syndicales, décidaient d'organiser une première journée d'avertissement. Mercredi dernier, une action coordonnée de 24 heures avait lieu dans les deux établissements. A St Egrève l'entrée de l'usine était bloquée, et des centaines de travailleurs manifestaient en ville aux cris de «Nous voulons vivre et travailler dans notre région» «Non au licenciement» ; pendant le même temps à Aix en

tribunal des référés de Paris pour «illégalisme» n'ayant pas convoqué comme il se doit le comité central d'entreprise avant d'annoncer son plan de restructuration.

Le tribunal de Paris vient de rendre son jugement : les licenciements sont annulés... jusqu'à la prochaine réunion du Comité Central d'Entreprise que cette fois la direction va convoquer en bonne et due forme ! Le véritable recul qu'il va falloir imposer c'est qu'il n'y ait aucun licenciement !

C'est là dessus que la bataille décisive doit s'engager rapidement.

### Scierie Patou (Rigny La Salle)

#### LE MAIRE CACHE LES CLEFS DE LA MAIRIE

#### LES TRAVAILLEURS RENCONTRENT LES PAYSANS DANS LA RUE

Voilà bientôt un mois que les travailleurs d'une scierie de Rigny la Salle occupent leurs locaux de travail.

La raison en est simple : le dépôt de bilan de la société soit le chômage pour les 144 ouvriers.

A l'annonce de ce plan, la riposte ne s'est donc pas faite attendre. Ce fut l'occupation immédiate. Dès le départ, les travailleurs ont cherché à obtenir, à juste titre, le soutien de la population.

A ce propos, une campagne de calomnies orchestrée par la direction puis par le maire réactionnaire de Rigny «sur ces chômeurs qui ne veulent rien faire, qui restent la nuit dans l'usine, pour

faire des abris» s'est rapidement mise en place et à dans un premier temps suffit à discréditer les ouvriers aux yeux de la population essentiellement paysanne.

Cette division, ces idées fausses existant au sein de la population, les travailleurs et leur section syndicale CFDT ont décidé de les combattre en proposant aux habitants de la petite ville de faire une réunion ou serait expliqué le pourquoi de cette grève. Le soir de la réunion, c'est dans la rue que les explications ont eu lieu, le maire s'étant barricadé chez lui avec des clefs de la mairie où devait se tenir la réunion. Si l'unité n'a pu totalement être encore réalisée, elle a avancé.

Pour les travailleurs c'est toujours l'incertitude. Dans la soirée d'hier, après un premier bruit de rachat de l'entreprise à la fin de la semaine dernière, les délégués syndicaux apprenaient qu'un second acquéreur s'était présenté, mais rien de sûr.

La volonté des travailleurs s'est affirmée et c'est la majorité des travailleurs qui se sont prononcés à la dernière assemblée générale pour la sauvegarde de leur emploi. L'objectif à atteindre dans les jours à venir est de populariser au maximum la lutte dans la région.

Chez Patou, réembauche de tous !



# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Marseille

### Justification à posteriori d'un crime raciste

Le verdict de la cour d'Assises des Bouches du Rhône, dans l'affaire Merdy, que nous mentionnions hier, mérite qu'on y revienne. M. Merdy avait assassiné d'un coup de pistolet Hacène Idjeri et grièvement blessé son frère. Le considérant en «légitime défense», la cour d'Assises l'avait condamné à une peine de prison avec sursis. Le meurtre s'était produit en août 73, et il a donc été jugé 43 mois après, ce qui est d'autant plus scandaleux que l'assassin est resté en liberté pendant ce temps.

Mais il y a plus grave : certains, à Marseille, proche du journal de Domenech, «Le Méridional», laissent entendre que ce crime s'expliquerait par la colère suscitée à Marseille après l'assassinat d'un traminot par un dément algérien. On se souvient qu'un «comité de défense des Marseillais» s'était alors livré à un véritable appel au meurtre à travers le «Méridional». Plus d'une dizaine d'assassinats d'Algériens s'étaient d'ailleurs produits les jours suivants.

Or l'assassinat de Idjeri par Merdy s'était produit onze jours avant le meurtre du traminot, monsieur Guerlache. D'autre part,

le 18 août, une semaine auparavant, Mme Fella Mekki trouvait son mari devant la porte, le visage en sang et le crâne fracturé. Il mourait le lendemain. Et la veille de la mort du traminot, le cadavre de Rachid Nouka était découvert à l'entrée d'une carrière, chemin de Nerthe. Il avait été tué de deux décharges d'un fusil calibre douze, et d'une balle de gros calibre. Tous ces crimes racistes à l'évidence ont eu lieu avant la mort du traminot. N'est-ce pas la preuve que les commandos racistes qui trouvent tant d'écho auprès de M. Domenech n'ont pas besoin de prétexte pour agir. Et qu'ils n'ont à craindre ni la police, ni la justice.

Un dernier mot : alors que «L'Humanité» qualifiait le verdict de la cour d'Assises de «verdict indulgent pour les auteurs d'une ratonnade», «La Marseillaise», quotidien marseillais contrôlé par le PCF, ne lui accorde que l'espace d'une «brève», au milieu des informations sur le mouvement des navires dans le port... Mais il est vrai qu'en période d'élections, surtout municipales, la condition des travailleurs immigrés offre peu de débouchés électoraux...

### Giscard joue avec la vie d'Agret

Maitre Dissler, avocat de Roland Agret a lancé hier un cri d'alarme. Roland Agret, en grève de la faim depuis bientôt un an, toujours sous perfusion au centre hospitalier pénitencier d'Entremont, est au plus mal. Agret n'en est pas à sa première grève de la faim. Condamné à une lourde peine de prison pour le meurtre d'un garagiste marseillais qu'il a toujours nié, il avait demandé la révision de son procès, en raison de l'étonnante absence d'enquête de la police (Roland Agret se dit victime d'une machination du SAC marseillais). Cette demande de révision avait été rejetée. Depuis, malgré de nom-

breux bruits qui ont couru sur une éventuelle grâce présidentielle, aucun élément nouveau n'est apparu, du côté judiciaire, sur son affaire.

La grâce, qui aurait l'avantage pour Giscard d'étouffer l'affaire (Agret a demandé la révision de son procès pour que la vérité soit connue) a été demandée par Solange Troisier, responsable de la médecine pénitencière, il y a quelques semaines. Depuis, Giscard joue avec la vie de Roland Agret. Après avoir fidèlement servi les gaullistes, le SAC, qui a récemment fait censurer le film de Boisset «le Sheriff», peut lui offrir quelques services.

### Detlev Schultz ne sera pas extradé

Detlev Schultz, c'est ce militant de RFA soupçonné par la police allemande d'avoir participé à des opérations du groupe Baader-Meinhof. Il est toujours incarcéré à la prison de Colmar, alors que depuis plusieurs mois, il a terminé la peine pour laquelle il a été condamné en France. La mobilisation entamée début décembre n'a cessé de s'amplifier : avant Noël les manifestations ne rassemblaient que 100 personnes environ. Le 27 janvier dernier, c'étaient 400 personnes qui se rassemblaient pour le soutenir et protester contre la Convention Anti-terroriste européenne, convention dirigée en fait contre les luttes des peuples. Samedi prochain, le 26 février, se déroulera une marche sur la prison de Colmar contre l'extradition et pour sa libération. La capitale de l'Europe inaugurée en grande pompe par Giscard devient aussi le centre de la lutte contre la Convention Anti-terroriste Européenne.

Correspondant Strasbourg

## Les inondations

# 6 MORTS DONT 2 OUVRIERS

Un marinier est tombé de sa péniche et s'est noyé dans la Loire.

Deux ouvriers qui travaillaient à la construction d'un barrage sur la Mayenne, ont été emportés par les eaux : cela s'est passé à Saint-Fraimbault-de-Prières. Ils essayaient de récupérer des planches dans la rivière, lorsque la berge minée par les flots, s'est soudain affaissée. Leurs corps n'ont pas été retrouvés. A Boulogne-Billancourt, un petit bateau s'est retourné sur la Seine : l'un des deux occupants a pu être sauvé, l'autre a disparu.

Enfin, une jeune fille est morte après que le mât métallique de son bateau soit entré en contact avec une ligne à haute-tension par suite de la montée des eaux de la Maine.

Les régions les plus touchées restent l'Ouest, la Lorraine et les vallées de la Saône et du Rhône.

### L'OUEST

L'état d'alerte a été décrété sur l'ensemble du Bassin de la Vilaine, dans la région de la Vitié et à Rennes. A Rennes, la Vilaine montait au rythme d'un centimètre par quart d'heure, certaines rues de la ville ont été inondées.

Dans la Vienne, à la suite de la crue du Clain et de la Vienne, une vingtaine de maisons de Liguge ont été envahies par les eaux, et leurs occupants ont dû se réfugier au premier étage. A Poitiers, le mur d'enceinte d'une école s'est écroulé à la suite d'infiltrations : il faudra attendre que les sapeurs-pompiers aient débarrassé tous les décombres pour être sûr qu'il n'y ait aucune victime. Les bas

quartiers d'Angers ont été inondés et dans la vallée du Loir, où plusieurs routes ont été coupées, deux fermes se sont trouvées complètement isolées et leurs étables ont dû être évacuées.

### LORRAINE

En Lorraine également, beaucoup de routes coupées, notamment près de Verdun où certaines sont recouvertes de 40 cm d'eau. Près de Merlebach, une rivière la Rosselle a littéralement disparu dans un effondrement de terrain menaçant les mines du secteur. A Metz, certains bas quartiers sont inondés.

### LYON ET PARIS

Dans la région de Lyon, la situation semble se stabiliser mais reste préoccupante. Enfin, à Paris, où les voies sur les berges ont été fermées dimanche, la Seine

a atteint une cote record : 4,30 mètres au pont d'Austerlitz. Dans la région parisienne, le Loing en crue isole plusieurs habitations occupées par des personnes âgées près de Nemours : elles sont ravitaillées en barque par les pompiers, la profondeur de l'eau atteignant dans certains endroits 1,50 m. La Marne a aussi débordé. L'absence quasi-totale de dispositif anti-crues de même que la pénurie de matériel d'approvisionnement en eau de l'été dernier, pose dans toute son acuité le scandale d'un aménagement du territoire qui ne part pas de besoins de la population mais des intérêts des grands groupes capitalistes.



### Le «tueur en 504»

## ENCORE UN PROCES D'ASSISES DANS L'OISE

C'est hier que s'est ouvert pour trois jours, devant la cour d'assises de Pontoise le procès de celui qu'on avait appelé le «tueur fou» à la 504. Jean-Baptiste Dorkel, 21 ans, et son cousin 15 ans, le 14 août 75, en pleine nuit, avaient percuté volontairement, au volant d'une 504 volée, une 2 CV où voyageait M. Manteaux et sa famille. Mme Manteaux avait été tuée, et ses deux enfants blessés. Dorkel avait déjà tenté de percuter d'autres véhicules, pour les

«corriger», devait-il dire à la police. Au-delà de ce drame horrible, pour lequel M. Manteaux ne sera même pas dédommagé, en raison de la juridiction des «accidents» de voiture, on peut s'interroger sur la situation de ce département où les procès d'assises se succèdent.

Jean-Baptiste Dorkel lui-même en est une illustration. Petit voyou, il était connu pour des vols de voitures, des bagarres, une absence de famille qui en a fait à 19 ans plus qu'un

«paumé», un assassin. Quelques temps auparavant, il avait été amputé du bras droit, à la suite d'une bagarre dans un bal. On le surnommait le «manchot», et son cousin maniait les vitesses des voitures volées.

Il n'est pas un cas isolé dans ce département où la délinquance de jeunes est plus importante qu'ailleurs. C'est à Bauvais que le jeune Bruno, condamné à mort puis gracié, avait tué une vieille femme. C'est à Troyes qu'a été jugé Patrick Henry. C'est dans l'Oise que Poniatowski pratique avec prédilection ses opérations «coup de poing», dont la preuve est ainsi faite qu'elle ne servent à rien, contre le banditisme qu'elles sont sensées traquer. C'est dans l'Oise que Hersant et Dausault se sont constitués de véritables fiefs, qu'Amaury étendait son empire de presse. Dans les faits, un rapprochement entre ces partisans d'un ordre fascisant, anti-ouvrier, et la délinquance, s'opère. Il n'est pas fortuit.

### Grève à la télévision

La semaine d'action lancée le 14 février à «Radio-France» et à la télévision par les syndicats CGT et CFDT et par les journalistes du SNJ s'est continuée mardi par la grève de FR 3 et de TDF (Télé-diffusion de France) TDF étant la société qui assure la diffusion des émissions sur les ondes, cela a entraîné dès hier la réduction des programmes. Aujourd'hui, c'est une grève d'ensemble de toutes les sociétés de programmes de diffusion et de la SFP (Société Française de Production) ORTF qui est prévue, entraînant le régime minimum. Une assemblée générale des personnels se tiendra à la Bourse du Travail à Paris à 13 h 30 qui décidera de la suite à donner au mouvement. Les syndicats demandent l'élaboration d'une convention commune à toutes les sociétés issues de l'ORTF, ce que refusent les directions parce que, selon une telle convention remettrait en cause l'éclatement de l'ORTF effectué en 74.

### «AVEZ-VOUS PARTICIPÉ A LA MANIFESTATION ?»

450 à 470 personnes sont internées en permanence dans le service psychiatrique de l'hôpital de Tours ; il y a plusieurs milliers d'admissions par an (beaucoup de séjours ne durant que quelques semaines) dont 15 % sont placés d'office par ordre du préfet, c'est-à-dire plusieurs centaines ! Voilà quelques-unes des révélations faites lors du récent procès intenté à Tours par Eric Burmann pour son internement abusif en 1970 à la suite d'une manifestation «avez-vous participé à la manifestation ? Etes-vous gauchiste ?» lui avait demandé le médecin-chef Sizaret avant de décider de l'interner.



# CHANTAGE EST-ALLEMAND

La presse est-allemande a largement publié un interview de Erich Honecker, secrétaire général du parti révisionniste au pouvoir, interview accordée à un journal ouest-allemand.

Pourquoi tant de publicité ? A cause d'une déclaration-choc de Honecker : «*Les citoyens de RDA n'obtiendront l'autorisation de se rendre en RFA que si la RFA reconnaît la citoyenneté de la RDA.*»

Or jusque-là, si la RFA avait, en 1972 «reconnu» la RDA, mais en se refusant à préciser si les Allemands de l'Est et les Allemands de l'Ouest étaient ou non de nationalité différente. Ce faisant, la RFA entend laisser la porte ouverte à une réunification, à long terme, de l'Allemagne.

Honecker passe donc à l'offensive : sa manœuvre entre dans le cadre d'ensemble, orchestré par l'URSS, de la préparation de la Conférence de Belgrade, qui doit faire le bilan de la conférence d'Helsinki sur la «détente» en Europe.

Honecker veut faire de la «liberté de circulation des hommes» prônée par Helsinki, un moyen de chantage pour que la RDA soit reconnue comme un Etat à

part entière. En effet, de nombreux liens familiaux existent encore entre Alle-



Le mur de Berlin

mands de l'Est et de l'Ouest. La dimanche d'Honecker s'inscrit dans le projet soviétique : il s'agit de consolider et de faire reconnaître explicitement les limites de l'empire soviétique. Or, tant que la réunification de l'Allemagne reste posée, la volonté soviétique d'englober définitivement l'Allemagne de l'Est dans son système

d'Etats satellisés, peut être, à un moment ou à un autre, sujette à contestation et à conflits.

Par ailleurs, Honecker n'a pas précisé sa conception de la liberté de circulation : Rolf Biermann, chanteur et poète renommé, s'est vu récemment délivrer un billet aller pour l'Allemagne de l'Ouest. Il contestait en effet la bourgeoisie est-allemande au pouvoir et la domination soviétique. Il n'a pas précisé non plus sa conception de la «libre circulation» des idées.

Depuis l'affaire Biermann, de nombreux opposants sont inquiétés ou poursuivis en Allemagne de l'Est. De jeunes écrivains, Fuchs, Kurnert et Pannach sont emprisonnés depuis trois mois pour «complot contre le socialisme» et sont passibles de quinze ans de prison. Havemann, ami de Biermann, n'a toujours pas le droit de faire des déclarations à la presse ; sa fille a dû émigrer à l'Ouest. Plusieurs signataires d'une lettre de soutien à Biermann ont été exclus du parti révisionniste.

## URSS

### BREJNEV PRÉTEND DICTER SON ATTITUDE A LA PRESSE FRANÇAISE

Les journaux soviétiques, notamment la Pravda s'en prennent aux journaux français, «Le Point» et «Le Nouvel Observateur», affirmant que leurs articles sur l'URSS «*ont sciemment à contre courant de la politique favorable à la détente qui a été réaffirmée dernièrement dans les déclarations officielles de représentants du gouvernement français.*»

Et ils osent ajouter : «*Il est clair que ce genre de tentatives est foncièrement contraire aux intérêts de la France.*» Depuis quand la «Pravda» est-elle juge des intérêts nationaux de la France ? Depuis quand ceux-ci se mesurent-ils au degré d'accord avec la politique de «détente» voulue par Moscou ?

#### L'ATTAQUE CONTRE LA PRESSE PAR L'AMBASSADEUR

L'attaque contre la presse par l'ambassadeur soviétique en France, sur le perron de l'Élysée, après son entrevue

avec Giscard vendredi dernier, n'était pas un accès fortuit de mauvaise humeur mais un acte conscient, coordonné des Soviétiques. Porteur d'un message dans lequel Brejnev félicitait Giscard pour sa politique étrangère, l'ambassadeur était chargé en même temps de souffler le froid, d'exiger que Giscard musèle la presse, lui impulse une orientation plus conforme à la propagande soviétique.

#### UNE POLITIQUE D'INGÉRENCE SYSTEMATIQUE

Depuis la venue en France de Ponomarev, les pressions soviétiques se sont multipliées concernant les orientations de la politique française. Le refus de Giscard de recevoir Amalrik, l'opposant soviétique réfugié en Hollande, n'est-il pas dans une certaine mesure la conséquence pratique de cette politique de menaces et de sourires que Brejnev mène systématiquement et impunément à l'égard de Giscard.

## SIONISME ET ANTISEMITISME

150 citoyens soviétiques d'origine juive ont organisé dans douze villes d'Union Soviétique, des «sit-in» pour demander un visa leur permettant de quitter l'URSS.

A Ostie, près de Rome, 1 000 à 2 000 juifs en provenance du Kazakstan, des pays baltes (pays inclus dans l'empire soviétique) vivent dans des conditions précaires : bien que le gouvernement de Brejnev les expulse officiellement vers Israël, la plupart d'entre eux n'ont aucune intention d'y aller et cherchent un pays qui les accueille. Certains ont passé quelque temps en Israël et en sont revenus : mais désormais, ils ont la citoyenneté israélienne et personne ne veut les prendre en charge.

D'autre part, les agences sionistes aux Etats-Unis

silient une campagne contre les «yordims», c'est-à-dire contre les juifs qui ont quitté Israël pour s'établir aux Etats-Unis ou au Canada. Ils sont déjà 300 000, soit plus de 10 % de la population juive d'Israël. Toutes sortes de pressions sont exercées pour qu'ils y retournent. Et le gouvernement israélien envisage de prendre des mesures sévères... allant jusqu'à l'interdiction pour les juifs d'émigrer d'Israël.

Ainsi l'antisémitisme (favorisé par la nouvelle bourgeoisie soviétique) et le sionisme, œuvrent ensemble pour transformer les juifs en monnaie d'échange et instruments des visées impérialistes de l'une ou l'autre des superpuissances.

La lutte contre l'antisémitisme passe aujourd'hui, plus que jamais, par la lutte contre le sionisme.



### Japon : nouvelles manifestations contre la construction de l'aéroport de Narita

Une nouvelle manifestation a été organisée à Narita, au Japon contre l'ouverture de l'aéroport international, dont la construction est achevée depuis 1972. Depuis cette date, l'aéroport ne peut fonctionner, des tours de plusieurs dizaines de mètres ont été construites dans les axes des pistes de l'aéroport sur des terrains privés qui l'environnent empêchant ainsi tout décollage et tout atterrissage. En janvier, le gouvernement envoyait des bulldozers pour détruire les tours. Des milliers de personnes s'interposaient et affrontaient la police anti-émeutes. La semaine dernière, les policiers tentaient de nouveau l'opération subissant un nouvel échec.

### Portugal : Soarès à la remorque de l'impérialisme

Dans une interview récemment accordée à l'hebdomadaire américain «Newsweek», Mario Soarès a confirmé que la tournée qu'il vient d'effectuer à Londres, Dublin, Copenhague et Rome avait pour but de solliciter une aide économique des pays de la CEE. D'autre part, «*si j'échoue, a-t-il déclaré, que puis-je offrir au peuple portugais ?*». Certainement pas l'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme ! Il s'est plaint du «*développement énorme de l'extrême-droite*» au Portugal.

Pourtant, la semaine dernière, ce sont huit soldats dont un officier qui ont été arrêtés à la base d'Estremoz pour avoir distribué un tract appelant à lutter contre les officiers réactionnaires.

### Thaïlande : la guerre populaire s'intensifie

M. Thanom a quitté la vie monastique. L'ancien dictateur thaïlandais, homme-lige des Etats Unis, avait revêtu provisoirement la robe des bonzes après son retour d'exil, peu avant le coup d'Etat du 6 octobre dernier.

Par ailleurs, la lutte armée s'intensifie. De Bangkok, on apprend que 17 policiers et soldats ont été tués et 80 blessés par l'Armée Populaire de Libération de la Thaïlande, au cours de trente affrontements qui ont eu lieu dans la seule semaine du 7 au 13 février.

### Guyane : le régime colonial

Une jeune femme de nationalité algérienne, Mlle Saïma Adjali, fait l'objet d'une mesure d'expulsion de Guyane. Les autorités coloniales françaises lui ont refusé l'autorisation de se marier, qui lui aurait permis d'acquérir la nationalité française. Motif réel : elle est la compagne d'un dirigeant syndical guyanais. Plusieurs personnalités exigent dans une pétition, l'annulation de cette mesure scandaleuse.

### Le Botswana riposte aux agressions de Smith

Un commando de mercenaires racistes de Rhodésie a attaqué un village situé à 13 kilomètres de la frontière au Botswana. Il a été repoussé et l'un des agresseurs a été tué.

Le régime de Ian Smith s'est déclaré assuré du soutien de l'impérialisme américain, un porte-parole de son gouvernement a déclaré que même si la nouvelle administration Carter décidait d'annuler «l'amendement Bard» autorisant l'importation de minerai de chrome en provenance de Rhodésie, ce minerai parviendrait aux Etats-Unis par des voies détournées.



## INTERNATIONAL

## ARAFAT : «ISRAËL DÉCLENCHERA UNE 5<sup>e</sup> GUERRE»

Cyrus Vance, secrétaire d'Etat US, a terminé lundi sa tournée des capitales du Proche-Orient (y compris Jérusalem). De Guiringaud, le ministre français, le suivant comme une ombre, vient de terminer la même tournée (moins Jérusalem). Sytenko, haut fonctionnaire soviétique, s'est rendu en Jordanie et au Liban. Genscher, ministre ouest-allemand, est également intervenu. Cette intense activité diplomatique a pour but de préparer la convocation d'une Conférence de Genève, où USA et URSS «régleraient» la question du Proche-Orient — et notamment le sort du peuple palestinien.

Pourtant, il n'est pas sûr du tout que cette Conférence puisse se réunir rapidement.

Vance s'est montré «modérément optimiste» au terme de sa tournée. C'est que, tout en se posant en «médiateur» entre les Etats arabes et l'Etat sioniste, Vance n'est pas prêt à rogner les exigences sionistes. Plus les Etats arabes entrent dans le jeu de la médiation US, plus il leur est demandé de capituler.

Toutefois, Assad de Syrie, comme Hussein de Jordanie, semblent demander que les Palestiniens (fût-ce formellement), soient représentés à la Conférence de Genève et d'autre part que tous les territoires occupés par les sionistes depuis 1967 soient restitués. C'est le minimum pour que ces Etats arabes obtiennent des bénéfices de la négociation, sans paraître brader complètement la cause arabe. Mais le gouvernement israélien ne veut pas entendre parler de Palestiniens à la Conférence de Genève et au nom de la nécessité de «frontières sûres» entend négocier la restitution de quelques parcelles seulement des territoires occupés.

Ainsi, Hussein de Jordanie lui-même est pessimiste : «1977 ne sera pas l'année de la paix» a-t-il déclaré. Les dirigeants syriens ont le même sentiment. Leur bonne volonté à juguler la révolution palestinienne se voit mal payée de retour, pour le moment.

C'est ce qu'a analysé et souligné Arafat : il est difficile «d'envisager le règlement de la crise au Proche-Orient au moment où le rapport de forces est nettement en faveur d'Israël».

Ce blocage de la situation crée une situation qui peut devenir explosive : «Israël, a-t-il déclaré, déclenchera une cinquième guerre entre les arabes pour éviter une crise économique».

Dans ce contexte, d'intenses pressions diplomatiques, Arafat a fermement défini les positions de l'OPL : les Palestiniens ne sont pas «concernés par la tournée de Cyrus Vance» et «n'attendent rien» de la Conférence de Genève. Il a démenti que l'OLP ait rencontré des représentants israéliens «pour préparer la création d'un Etat palestinien sur la rive occidentale du Jourdain et à Gaza».

Enfin, Yasser Arafat a démenti que l'OLP ait renoncé à considérer comme son objectif la constitution de la Palestine démocratique et a obtenu des excuses de K. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, qui avait cru bon de faire cette fausse confiance à un journal israélien.

### PCI : L'AVEU D'UN ÉCHEC

La direction du PCI a fait ce qu'elle appelle une «auto-critique calme mais rigoureuse». Dans un document officiel publié dans l'UNITA, elle revient sur les événements du 17 février au cours desquels une délégation du syndicat CGIL lui servant de couverture a été expulsée manu militari de la faculté de Rome par des étudiants. Elle n'hésite pas à mettre directement en cause sa fédération romaine, et elle prétend analyser ce qu'il aurait fallu faire pour «isoler et prévenir la provocation de jeudi». Pour imposer la reprise des cours, même sous la bannière de la «direction du mouvement par les travailleurs» Luciano Lama aurait dû prendre avec plus de souplesse et peut-être un service d'ordre plus dissuasif.

En clair, le PCI prend acte du fait qu'un de ses leaders syndicaux plus 2500 révisionnistes mobilisés ne suffisent pas pour faire avaler le «compromis historique» dans les facultés italiennes.

Le PCI a dû ainsi reconnaître, à mots couverts, le fait qu'il lui est très difficile actuellement d'avoir quelque emprise sur le mouvement étudiant et plus généralement, la jeunesse. Il a ainsi lancé un appel à «toutes les organisations du Parti et notamment celle de la Jeunesse, pour animer une grande campagne politique afin de gagner la jeunesse, dans son ensemble, en utilisant le grand potentiel démocratique que celle-ci a exprimé depuis des années». N'est-ce pas l'aveu d'un échec datant de plusieurs années ?

## LIBAN : LES PHALANGES ATTAQUENT LE SUD

Au début de cette semaine, les phalangistes qui occupent quelques localités au Sud-Liban ont bombardé plusieurs villages de la région, dont Ebel-el-Saki et Kham, tuant une cinquantaine de personnes. Les fascistes ont essayé d'occuper Kham, avec le soutien militaire d'Israël. La population, formée en majorité de paysans, s'est opposée à ces attaques et les a repoussées. Les phalangis-

tes blessés ont été transportés dans les hôpitaux sionistes, à Safad, en Galilée.

D'autre part, les sionistes ont permis à des maronites, secte chrétienne où se recrutent les phalangistes, d'aller visiter leurs parents habitants au Liban du Sud. Par cette opération, comme bien d'autres de ce genre, les sionistes veulent créer une sorte de «solidarité maronite», à base confes-

sionnelle, semblable à celle qui a pu former l'Etat d'Israël, sur la base de la religion juive. Mais une grande partie des maronites vivant en Palestine ont déjà déclaré leur solidarité avec les villageois libanais victimes des fascistes et des sionistes. Plusieurs autres confessions chrétiennes de Galilée ont fait de même, dès le mois de septembre dernier.

Y.K

## IMPORTANTES GRÈVES EN HOLLANDE



Le puissant mouvement de grève, déclenché il y a maintenant trois semaines, se poursuit en Hollande. Le plus grand port du monde, Rotterdam, est paralysé à 85 % par la grève des dockers que l'on voit manifester sur cette photo. C'est la grève la plus importante depuis la libération. Elle s'étend aux secteurs de la métallurgie et des transports.

## Mitterrand chez ses compères sionistes

Mitterrand n'épargne ni ses forces ni sa santé pour aller apporter son soutien à l'Etat sioniste : il vient de s'y rendre pour assister trois jours durant au Congrès du «Parti Travailleuse», parti actuellement au pouvoir. Quelques mois auparavant, au moment de la vague d'attaques sionistes contre le Liban, il était allé saluer le gouvernement et le syndicat sionistes qui collaboraient étroitement.

Aujourd'hui qu'Israël affirme plus que jamais son arrogance vis-à-vis du peuple palestinien et bombarde le Sud-Liban, on peut, mieux que Mitterrand, choisir son camp !

## Pays africains : conseil des ministres de l'O.U.A.

Depuis le 21 février, se tient à Lomé le conseil des ministres de l'O.U.A. Dans son discours d'ouverture, le chef de l'Etat togolais a appelé les Etats de l'O.U.A. à se «libérer des régimes minoritaires racistes d'Afrique du Australe» et à dénoncer les régimes qui soutiennent financièrement et militairement ces régimes. Le secrétaire-adjoint de l'O.U.A. a déclaré qu'il n'y a qu'une issue, c'est d'aider la lutte armée des mouvements de libération pour renverser les régimes racistes.

Les questions de Mayotte, de Djibouti et du Sahara Occidental seront aussi étudiées lors de cette réunion.

## Corée du Sud : arrestations

Dix personnes, dont deux journalistes et un pasteur, ont été arrêtées, accusées par le régime d'avoir répandu de «fausses nouvelles nuisibles à la solidarité nationale».

## Maroc : les traces de la répression dans les lycées

Actuellement, soulignait le comité de lutte contre la répression au Maroc, de nouvelles luttes prennent naissance. On assiste à un essor du mouvement lycéen. Comme en 1972, en de semblables circonstances, la police marocaine laisse des traces derrière elle lorsqu'elle pénètre dans les lycées. A Marrakech, un lycéen est mort d'une fracture du crâne infligée par les matraquages des policiers qui ont investi le lycée où se déroulait une grève des cours.

En 1972, à Rabat, le lycée Mohammed V avait été choisi comme cible par la police, pour l'exemple, pour intimider tous les lycéens. Plusieurs étaient morts assassinés. La police était entrée dans le lycée, s'était précipitée sur les élèves, les avait brutalement matraqués à coup de manches de pioches. Les salles d'étude avaient été saccagées. Les traces de sang sur les murs avaient été laissées pour avertissement. Il semble que ce soit la même chose qui se déroule actuellement à Marrakech selon des lettres de coopérants. C'est la même politique qui consiste à prendre un lycée pour l'exemple.

## Espagne : le PCE prépare les élections

A Carabanchel, 300 prisonniers de droit commun font la grève de la faim pour obtenir l'élargissement de l'amnistie.

Dans le même temps, le devant de la scène reste occupée par la préparation des élections. On annonce la publication prochaine de la loi électorale et les partis présentent leurs listes de candidats. Le PCE, après avoir déposé sa demande officielle de légalisation, attend ces jours-ci, la réponse des autorités. Impatient, il a déjà publié des listes de candidats pour les législatives de mai ou juin : Carrillo et Dolorès Ibaruri se présenteront à Madrid et dans les Asturies, Carrillo se présentera également à Seville, en Andalousie.

## IRAN : BUDGET DIFFICILE

En présentant le budget iranien de cette année, le ministre du Plan a indiqué que le Chah, au dernier moment, avait décidé de ramener ses dépenses militaires de 10,3 milliards de dollars à 8 milliards et de mettre l'accent sur les investissements économiques et sociaux.

Cette décision montre que la réévaluation

insuffisante du prix du pétrole a une répercussion directe sur la réalisation des projets militaires et économiques de l'Iran pour se constituer en puissance dans la région. Les exportations de pétrole alimentent en effet 70% du budget iranien. L'Iran prévoit, de toute façon, d'augmenter de 5% en juillet le prix du brut.



# café: les responsables de la hausse des prix

enquête de Thierry WALTER et  
Nathalie DULLIN



L'opération de tri de l'Arabica en Colombie

Le coût de la matière première, le café vert, a subi ces deux dernières années une hausse importante : son prix a triplé, entre décembre 75 et décembre 76. Cette augmentation semble énorme. Mais elle semble beaucoup moins énorme si on l'envisage autrement : c'est en 25 ans que le prix de la matière première a triplé, puisqu'il n'avait pratiquement pas varié entre 1950 et 1975. Le prix du café vert était resté le même depuis 1950, en monnaie courante ; ceci signifie que son prix réel était en baisse depuis 1950. Quand on sait que le café représente 50 % des recettes en devises du Ruanda, de l'Ouganda, de l'Éthiopie, et 25 % des devises pour le Brésil, la Colombie, le Salvador, le Guatemala, Costa Rica, on mesure à quel point cette «stabilité» du prix du café correspond à une baisse importante des revenus pour les pays producteurs de café.

## LA SPÉCULATION, UN FACTEUR DE HAUSSE

Quelles sont les causes de cette hausse brutale des cours du café ?

Jusqu'à présent, la production mondiale de café était très importante, et permettait aux pays consommateurs de constituer des stocks, et d'imposer des prix faibles aux producteurs, d'autant plus

que la consommation restait pratiquement stable. C'est le principe capitaliste du marché de l'offre et de la demande. Et jusqu'à présent, les pays producteurs de café ne se sont pas organisés, par exemple comme les pays producteurs de pétrole, pour imposer aux pays capitalistes de plus justes prix pour leurs matières premières.

En 1975, le plus gros producteur de café, le Brésil, connaissait une importante période de gel, qui



1975, le gel a détruit la récolte du Brésil (5,5 millions de sacs contre 25 habituellement).

a détruit près de la moitié de ses caféiers (entre 200 et 300 millions d'arbustes). Cette destruction aura des répercussions pendant plusieurs années, car il faut 4 à 5 ans pour qu'un caféier donne des fruits. Le Brésil ne retrouvera donc pas sa

production habituelle avant les années 1979-1980. La Colombie, le deuxième producteur mondial, a subi cette même année une période de sécheresse suivie de pluies torrentielles.

En Angola, la production de café a diminué pendant la guerre. Le Guatemala, producteur d'Amérique Centrale, a connu des tremblements de terre.

Au Nicaragua, autre producteur d'Amérique Centrale, est apparue une redou-

ne s'est pas fait ressentir immédiatement sur le volume des exportations, car des pays comme le Brésil disposait de stocks importants. La production du Brésil de 1976 est d'environ 7 millions de sacs (un sac pèse 60 kg), alors que celle de 1975 était de 21 millions de sacs. Or les exportations ont été maintenues à peu près au même niveau qu'en 1975, car le Brésil, en même temps qu'il achetait du café africain pour sa propre consommation, exportait près de 14 millions de sacs

table maladie appelée «rouille du caféier». Ces différents facteurs ont entraîné une baisse de la production mondiale importante, dont se sont saisis les pays producteurs pour imposer un plus juste prix.

La baisse de la production

de son stock. Ce stock ne sera plus que de 2 à 3 millions de sacs au début de 1978.

Or avant même que le coût du café vert ait augmenté, les industriels et les négociants spéculaient.

## La France dans le marché du café

Contrairement à la plupart des pays occidentaux, la France importe surtout, pour 60 % de sa consommation, des robustas achetés en Afrique, pour l'essentiel dans les pays de la zone franc.

Plus de 50 % des approvisionnements français proviennent de deux pays : de la Côte d'Ivoire (pour 33 %) et du Brésil (pour 20 %). Le reste des importations vient du Cameroun (10 %), de Madagascar (8,7 %), et du Zaïre (3,8 %).

La moitié du marché français est assurée par moins d'une quinzaine de grands torréfacteurs, qui traitent directement leurs achats dans les pays producteurs : Jacques Vabre, General Foods, Ufima, la Sofidéc, la Sopad, la SGCC, les grands distributeurs, etc. Derrière eux, 400 à 500 maisons de torréfaction s'alimentent auprès de 25 négociants importateurs.

## Production mondiale de café

La production mondiale concerne essentiellement deux sortes de café :

- L'«arabica», qui représente environ 65 % de la production mondiale, est produit surtout en Amérique Latine : au Brésil (arabica non lavé), au Mexique et en Amérique Centrale (arabica doux), et en Colombie (arabica colombien). Café d'excellente qualité, il a une faible teneur en caféine, et est planté en altitude, entre 600 mètres et 2 000 mètres.

- Le «robusta» couvre 34 % de la consommation mondiale. On le trouve principalement en Afrique. Il est de qualité inférieure, et a une teneur supérieure en caféine.

43 pays se partagent la production mondiale. Les quatre plus gros producteurs sont le Brésil (33 %), la Colombie (12 %), en Amérique Latine, et la Côte d'Ivoire (5,3 %), l'Angola (4,8 %) en Afrique.

## LE CAFE A 10 fr. LA DEMI-LIVRE

«On va bientôt y arriver», s'exclame une vendeuse de la superette de la rue de Belleville dans le 20<sup>e</sup> arrondissement. «Il y a déjà eu 2 ou 3 augmentations. Pas plus tard que la semaine dernière, le café a augmenté de 2 F au minimum, de 3 ou 4 F pour certaines marques». «Le café c'était déjà un luxe, mais à 10 F la demi-livre, c'est à ne pas y croire ; comment voulez-vous qu'on continue à boire du café tous les jours avec 4 enfants et avec un salaire de 2 000 F par mois !»

Au rayon du café d'un supermarché du quartier de Belleville, les prix s'échelonnent, pour le café en grains : de 7,60 F à plus de 10 F les 250 g ; une rangée marquée marquée 7,50 F est entièrement vide. Pour le café moulu, le prix le plus bas est de 7,70 F mais une réclame annonce du moulu pour 10,25 F les 250 g. Quand au soluble, il oscille entre 5,25 F et 5,75 F. Un vendeur confirme qu'effectivement le café va bientôt augmenter de nouveau mais il ne sait pas de combien ni quand. Une ménagère, elle, a déjà pris ses dispositions : «Si je vous disais que j'ai plusieurs bocaux de Nescafé en réserve ! Mais comme tous les prix augmentent, il faudrait faire des réserves de tout !»

«Il va falloir mettre plus de chicorée mais je ne vais quand même pas renoncer à mon petit café ! Nous, les

anciens, on ne suit plus ; les salaires ont augmenté, mais si je voulais acheter maintenant tout ce que nous pouvions avoir avec notre salaire dans le temps, je ne sais pas combien il me faudrait !», dit une vieille dame.

«Ce qu'il faudrait, affirme sans trop de conviction une jeune fille, c'est que tout le monde cesse d'acheter du café, alors là peut-être que les prix baisseraient». A la question : «Qui est responsable ?», une autre ménagère nous répond : «Les pays qui produisent le café ? Je ne sais pas, mais M. Barre y est certainement pour quelque chose. Il dit d'un côté et fait de l'autre. De toute façon, tout augmente : un jour, c'est à cause des Arabes, un autre c'est à cause de la sécheresse ou encore du gel... Ils spéculent sur tout». «C'est vrai, acquiesce une deuxième, tu peux être sûre que les grossistes sont déjà au courant et qu'ils ont fait des stocks des cafés à l'ancien prix qu'ils nous revendent au nouveau !»

Quand nous évoquons le gel qui a frappé les plantations de café, au Brésil en 1975, une ouvrière à cette époque nous réplique : «De toute façon, nous n'avons jamais profité des bonnes années. Depuis que j'étais gosse, je n'ai jamais vu que les prix diminuaient : ils ont toujours augmenté. Le gel au Brésil ! C'est surtout le gel dans le porte-monnaie».

Les cours du café qui avaient déjà battu leurs records de hausse la semaine dernière, ont fait un nouveau bond lundi après-midi à la suite de rumeurs selon lesquelles l'Ouganda aurait fermé sa frontière avec le Kenya. Les cours ont affiché de nouvelles hausses de l'ordre d'une cinquantaine de livres sterling par tonne par rapport à vendredi et pour la première fois, la tonne s'est vendue à plus de 3 400 livres.



Devenez

«**ABONNÉ**»

**AMI**  
**DERNIER MOIS**

**Quotidien**  
**du Peuple**

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT :

• A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

• Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'«Antidühring» d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

• Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

• Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Gressi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
- Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

- Abonnement normal ..... 300 F
- Abonnement de soutien ..... 500 F
- Abonnement de soutien ..... F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales) .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville .....

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>
- «Olympic», 10 rue Boyer
- «Entrepôt», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

DANS NOTRE COURRIER

A PROPOS DE LA SITUATION DES LUTTES

Des lecteurs nous écrivent

(...) Nous aimerions qu'il y ait une colonne débat sur ces questions : pourquoi en pleine crise gouvernementale n'y a-t-il pas de grandes luttes ? Quelles questions se posent les travailleurs ?

Le Quotidien du Peuple devrait faire des articles sur le projet du socialisme.

Sans cesse, les révisos tentent de nous décourager et nous serinent sans cesse : «*Ces gens-là s'en moquent et se plaisent dans leurs problèmes*»...  
Un lecteur de Caen

La question que tu poses est d'importance. Pour que la discussion s'engage, voici quelques points de repère.

Tu parles de crise gouvernementale. Certes, la coalition de la droite au gouvernement a vu, ces derniers mois, se développer les contradictions.

Du côté de la gauche, les choses ne vont guère mieux, malgré une apparente union. Mais cette crise gouvernementale n'est qu'un aspect de la profonde crise politique que connaît la bourgeoisie.

Quel est le moteur du développement des contradictions de ces différents partis bourgeois ? Avant tout, elles proviennent de la crise profonde qui traverse notre société : l'aggravation de la contradiction fondamentale, entre la bourgeoisie qui apparaît de plus en plus sur son déclin, et la classe ouvrière.

Pourquoi alors, dans ces conditions, les luttes ne se développent-elles pas ?

Depuis le mois de septembre, les conditions objectives du développement de ces luttes n'ont fait que s'accumuler. Le plan Barre représente une attaque en règle, sans précédent, contre la classe ouvrière, sur tous les plans : blocage rigoureux des salaires, développement rapide du chômage, attaques contre les travailleurs en lutte et les sections syndicales combattives, ... la liste est longue des raisons qu'ont ceux-ci d'entrer en lutte. Ils y aspirent.

Le large mouvement du 7 octobre avait montré l'ampleur de cette volonté de faire échec au plan Barre. Nous avons raison, à l'époque, de titrer : «*Tout est possible*». Tout, c'est-à-dire aussi bien le développement d'un mouvement d'ampleur contre son offensive anti-populaire, que sur un étouffement par les révisionnistes. Malgré la puissante mobilisation de cette journée, progressivement, c'est la deuxième voie que les directions syndicales ont réussi à imposer provisoirement.

Il y a bien sûr des luttes qui se mènent. Certaines sont victorieuses. Mais elles se déroulent pour l'essentiel dans des entreprises d'importance secondaire, et n'ont pas l'écho correspondant au niveau de combativité de la classe ouvrière.

Face au blocage systématique que représente le plan Barre, les échéances électorales, c'est sûr, pèsent

d'un certain poids : les municipales d'abord, et aussi les législatives de 78. Ce n'est pas vu massivement comme la voie pour opérer une transformation profonde de notre société, détruire le capitalisme ; c'est plutôt l'illusion qu'avec un gouvernement de gauche, il y aura un certain nombre de revendications que l'on pourra obtenir.

D'autre part, l'idée est largement répandue que, face à cette intransigeance de la bourgeoisie, entrer en lutte ne suffit pas. Comment construire un rapport de force favorable, comment donner l'ampleur nécessaire à toute victoire aujourd'hui ? Quelles sont les perspectives crédibles ? La méfiance vis-à-vis des directions syndicales, les échecs ou les demi-échecs rencontrés pèsent lourd à cet égard. D'autant plus que ces directions syndicales s'opposent par tous les moyens au déclenchement des luttes : isolement, journées d'action étouffées, chasse aux militants révolutionnaires... tout est fait pour décourager les travailleurs pour empêcher tout mouvement d'ampleur avant les rendez-vous électoraux.

Il manque aujourd'hui des perspectives claires que ne veulent pas donner les directions syndicales.

Cette situation dans la classe ouvrière ne peut être considérée comme un recul définitif. Dans le même temps, le débat et la réflexion politique sont inter-nes chez les travailleurs.

Une fois certains de ces obstacles levés, cette riposte a toutes les chances d'être d'autant plus vigoureuse que le blocage actuel aura pesé. Certains milieux patronaux s'inquiètent d'ailleurs, qui ne sont pas sans évoquer le souvenir de 1967.

Comment préciser, approfondir tout cela ? Écrivez nous des entreprises, des éléments pour apporter vos points de vue là-dessus.

**pour la lutte**  
**no 2 est paru**


SOMMAIRE :

- \* Tableau de bord de la crise
- \* Dossier : La sidérurgie
- \* Bilan social
- \* Au fil du mois
- \* Le chômage (suite)

Éditorial :

L'équipe de rédaction de «*Pour la lutte*» dispose au départ d'une documentation assez abondante ; ses membres réunissent un ensemble de pratiques, de connaissances des problèmes de l'économie, de la politique des entreprises et de l'État. Mais pour mettre cet acquis au service des luttes, pour mieux les ancrer dans la réalité, il faut qu'un lien s'établisse entre le bulletin et ses lecteurs.

Un tel lien peut se concrétiser par l'envoi d'articles, de suggestions de sujets d'articles (déjà, à la suite du No 1, nous avons reçu des demandes de camarades de Berliet, de Cit-Alcatel, de la Sescosem), d'informations, de documents, etc..., et bien sûr par des critiques.



**DOSSIER : LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE**

Prix du n° 3 F  
Abonnement : 12 numéros ..... 30 F  
Abonnement de soutien ..... 50 F  
A envoyer à Pour la Lutte  
B.P. 80, 75922, Paris Cédex 19

Communiqué

A l'occasion de la journée internationale anti-impérialiste, le PCRml, l'HR, la FEANF et la JMCLF organisent un meeting à RENNES MERCREDI 23 FEVRIER SALLE DE LA CITÉ (rue St Louis)

19 h 30 : Expositions, tables de presse

20 h 00 : MEETING

- film «Prix de la paix» (Nord Vietnam) de Roger Pic
- montage diapositives : «Vie et lutte du peuple palestinien dans les camps»
- débats

Avec la participation de l'AMFP, la GUPS et le Comité de soutien des foyers en lutte de la Sonacotra.



# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

31<sup>e</sup> épisode

A la section, les hommes riaient quand il arriva. Réveillé, Catillon montrait avec un vieux gant la manière de traire les vaches. Un ouvrier de Fontaine demandait à un fermier la meilleure recette pour faire pousser des patates :

— Faut du fumier, beaucoup de fumier.  
— Et tu crois que j'en ai ? J'ai pas de vaches, moi !  
— Chie dans ton jardin ! C'est la même chose.  
— Sous mes fenêtres ? Il est gonflé, l' copain.  
— T'en fais pas. Après la guerre, si tu me donnes ton adresse, je t'envoierai cinq kilos de fumier tous les ans par la poste.

— Et sur le paquet, tu marqueras MERDE ! lança un mécano de Grenoble.

— Faudra l'envoyer recommandé, suggéra un ouvrier des usines à ciment.

— Oublie pas de mettre « Fragile » !  
— Ou « Dénrée Périssable » !

Plus loin, des paris s'engageaient :

— Qui est-ce qui va arriver le premier : les Boches ou les parachutistes ?

— Quels parachutistes ?

— Ben, des Amerlochs ou des English, ou, encore mieux, les Français.

— On n'en a pas besoin, de leurs hommes volants. On est assez grands pour foutre des Boches en l'air tout seuls.

— Tu parles !

— Moi, je parie cent balles que les Boches viennent les premiers.

— Et moi, deux cents balles que les parachutistes sont là avant.

— Froussard, va !

— Descends donc à Grenoble, si t'es courageux.

— Fais pas le con ! J'en viens, de Grenoble.

— Tu paries cent balles, alors ?

— Tope ?

— Tope !

Terro arrivait derrière Vieljeu.

— Alors, tu ne paries pas ?

Ils s'installèrent avec Catillon pour déjeuner. Une « corvée » apportait de la soupe et du pain. Catillon sortit son couteau, l'essuya sur sa culotte, posa sa veste sur une pierre et s'assit dessus.

— Ah ! On est chez soi !

— Presque, dit Vieljeu. A quelques kilomètres près.

— Vous, peut-être ! dit Terro.

— Oh ! toi aussi. Tu es près de ta brune ! répondit Vieljeu.

Il était ravi d'avoir trouvé un moyen de faire rougir l'Espagnol. Son exécrable plaisanterie le mit de bonne humeur, il poursuivit :

— Nous autres, partisans, nous luttons près de nos foyers. Nous sommes une armée « faite à la maison », comme les confitures.

— Je ne vois pas l'avantage.

— Comment ? Mais nous basons, mon vieux ! Toutes les armées du monde sont émasculées, condamnées à enculer le cuisinier ou le caporal. Nous ? Eh bien, nous rentrons chez nous baiser nos femmes ! Comme les Athéniens après Marathon.

— Tu le trouves intelligent, Catillon ?

— Hum !

Il faisait encore nuit lorsque les patrouilles allemandes vinrent sonder les lignes françaises. Au clair de lune, les premières rafales réveillèrent les Trois Pucelles.

Les Français avaient reçu des renforts. Ils étaient trois cents.

Les Allemands avaient reçu des renforts. Ils étaient trois mille.

A dix heures, débordés sur leurs flancs, les maquisards battaient en retraite.

Pris sous une pluie de shrapnells, attaqués devant par les Allemands, derrière par des miliciens infiltrés dans leurs lignes, les maquisards reculaient lentement. Ils tiraient à vue, économisant leurs munitions. L'ennemi cherchait à les coincer sous un barrage de feu.

Au centre, les sections Vieljeu, Lescot et Chabal, menacées d'encercllement, reçurent l'ordre de se replier. Ouvriers, paysans, ils pleuraient en rampant, en courant, en se battant dans les prés, derrière les bosquets, à la lisière des bois. Seul, Terro gardait l'œil sec d'un champion endurci des causes perdues.

(à suivre)

## Au musée de l'Homme

Place du Trocadéro  
Tous les jours sauf mardi et jours fériés

D'où viennent les hommes ? Comment s'est peu à peu dégagée une espèce particulière de singe, qui a donné l'espèce humaine ? Quelles sont les étapes de ce processus ? C'est sur ce thème qu'est organisée une importante exposition au Musée de l'Homme de Paris : « Les origines de l'homme ».

Cette exposition rassemble les découvertes archéologiques les plus importantes faites dans le monde : les squelettes mais aussi tous les éléments de cette vie disparue : les instruments de chasse, de pêche, de la vie quotidienne, grattoirs, râcloirs, aiguilles, habitât...

Tous ces objets sont exposés de façon à retracer les principales phases de la naissance de l'espèce humaine : c'est d'abord le fait de se redresser sur ses pattes postérieures qui va permettre à cette race particulière de singe de se distinguer des autres : les pattes antérieures sont libérées de la marche pour pouvoir s'employer à d'autres activités. Le pouce se développe dans ce qui devient progressivement la main. La position verticale facilite également la transformation progressive de la boîte crânienne vers sa forme et son volume actuels.

L'évolution de cette espèce n'est pas présentée isolée de son mode de vie : parallèlement, tous les objets de la vie, qui évoluent, sont là pour montrer qu'au contraire, l'histoire de l'homme est l'histoire de ses outils.

Ce qui fait d'ailleurs la différence essentielle entre les premiers hommes et les autres espèces de singe, c'est celle qui existe entre l'utilisation plus ou moins occasionnelle d'un objet et

la transformation de cet objet en un outil ayant une fonction précise et déterminée. L'animal, utilise les éléments de la nature dans laquelle il vit, alors que ce premier homme, déjà, s'est engagé dans sa transformation.

Autre aspect intéressant de cette exposition : l'exposé des méthodes elles-mêmes qu'utilisent les sciences préhistoriques, fait sous forme de montages diapositives : comment fixer les étapes de l'évolution de cette espèce de premier homme. Il faut pour cela pouvoir dater avec précision les découvertes effectuées, que ce soit des restes de squelettes, des outils, des instruments. Cette datation est la condition d'une compréhension réelle de cette évolution. Pour cela, deux méthodes sont utilisées : la datation radio-isotopique, utilisant les rayonnements pour mesurer le degré de teneur en carbone 14 présent dans les restes ; la datation par comptage des anneaux de croissance présents dans les arbres et les fossiles.

Enfin, des victimes visent à présenter, plus largement, les premières formes de culture de cette espèce de premiers hommes : reproduisant des sites, comparant des premières tombes, des habitations... elles permettent d'imaginer ainsi les embryons de sociétés humaines.

Par tous les éléments ainsi rassemblés, cette exposition est d'un grand intérêt. Si les liens réciproques entre l'évolution de cette espèce humaine et celle de ses outils ne sont pas toujours assez apparents, cette exposition permet, par la connaissance qu'elle apporte, de participer au combat contre les conceptions idéalistes de l'origine de l'homme.

## BLOC NOTES

### LUTTE 5F SANTÉ SECURITE

LE NUMÉRO 3 VIENT DE PARAÎTRE

AU SOMMAIRE :

- Dossier silicose réalisé avec les mineurs de Lorraine - les nouvelles méthodes d'exploitation... du mineur - comment lutter contre les poussières - les mensonges des statistiques officielles - les maladies respiratoires du mineur : silicose, anthracosilicose, bronchite chronique, asthme, les examens à pratiquer...
- la silicose dans les autres professions - engager la lutte contre la silicose.
- Les premiers dossiers préparatoires aux assises contre la pollution industrielle - Péchiney Ugine Kuhlman : lutte à Pierre Bénite. Le point sur le fluor, le CLISACT et la CGT, questionnaire fluorese - pollution des eaux : dossier mercure - le nucléaire et les travailleurs : dossier rayonnements et santé - le cancer et l'environnement : les parents de la Savine ont gagné contre l'amiante ! - alimentation et pollution : les additifs dans les médicaments.

32 pages. Prix 5 F. Régler par chèque à l'ordre du CLISACT



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM  
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC-Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Programme télé MERCREDI 23 FÉVRIER

### TF 1

- 18 h 00 - A la bonne heure
- 18 h 35 - Pour les jeunes : *Les patapluches, l'île aux enfants.*
- 19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui. *Feuilleton.*
- 19 h 20 - Actualités régionales.
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes.
- 19 h 45 - Eh bien, raconte.
- 20 h 00 - Journal.
- 20 h 30 - Commissaire Moulin, police judiciaire. *Film de Paul Andréota.*
- 21 h 50 - Indications. *La médecine et le cinéma.*
- 22 h 50 - Journal et fin.

### A 2

- 19 h 35 - Les histoires de l'histoire
- 18 h 45 - Journal

- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - La tirelire
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Football France-Allemagne
- 22 h 20 - Switch. *Feuilleton*
- 23 h 10 - Juke box avec *Stevie Wonder*
- 23 h 40 - Journal et fin

### FR 3

- 18 h 45 - Pour la jeunesse
- 19 h 05 - Magazines régionaux
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre. *Les Républicains Indépendants (RI) M. Michel d'Ornano*
- 19 h 55 - Journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - «L'Américain». *Film de Marcel Bozzuffi (1969)*
- 21 h 50 - Journal et fin



## Le prolétariat textile du Nord face à la crise

# ROUBAIX : ON «RENOVE», ON LICENCIE...

Comment la municipalité socialiste, en serviteur loyal du patronat textile, mène depuis trente ans la «restructuration» urbaine

- 4 -

Reportage de Julien Leblond

Roubaix est là pour rappeler jusque dans son tissu urbain qu'elle est une cité essentiellement ouvrière. Au bout de chaque rue, le long des grandes artères de la cité, toutes les usines laissent poindre leurs cheminées et leurs hauts murs vieillots de brique brune... Taille, parmi tant d'autres, l'usine Lemaire et Dillies juxtaposée au nouveau centre «Roubaix 2 000» et où avec 60 premiers licenciements annoncés, les travailleurs se demandent s'ils ne sont pas plus ou moins directement les victimes désignées d'une nouvelle opération de rénovation du centre-ville. Plus significative encore du passé plus que séculaire de la «vocation» industrielle textile de Roubaix, l'une des usines Motte-Bossut qui dresse ses quatre étages aux abords de la Grand'Place : construite en 1836, elle s'apparente plus à un château fort avec ses mini-donjons à chaque angle et ses créneaux au sommet des murs, qu'à une fabrique de filature employant près de 1 000 ouvriers...

Il n'empêche que si aujourd'hui, Roubaix est la proie d'une vaste opération de rénovation qui s'efforçait jusqu'à maintenant de contourner ces «obstacles» que représentent les multiples implantations industrielles, l'essentiel de l'habitat ouvrier datant du siècle dernier dans Roubaix même est intact et qu'une partie encore importante des cours et courées réputées «insalubres» continuent d'abriter les ouvriers du textile, parmi lesquels une majorité d'ouvriers immigrés.

Mais la poursuite de l'opération modernisation et rénovation urbaine entreprise depuis plus de vingt années par la municipalité «socialiste», avec l'assentiment des patrons du textile, est trop têtue pour qu'on ne considère pas qu'aujourd'hui elle est une composante de la restructuration et du «redéploiement» accéléré du textile et qu'elle a part liée avec le vaste projet patronal de réduire massivement les emplois.

### LE PARITARISME, ENCORE...

L'histoire de Roubaix, c'est d'abord l'histoire de l'affrontement de classes implacable auquel se sont livrés et se livrent encore bourgeoisie et prolétariat textiles; et ce, malgré les

«tampons» institués après-guerre, comme le paritarisme (voir nos précédents articles), politique déguisée de collaboration de classe, prônée et défendue tant par le puissant Syndicat Patronal du Textile que par les directions des syndicats FO, CFTC, et CGT...

Cette politique «paritaire» a été illustrée notamment au sortir de la dernière guerre mondiale par la mise en place du C.I.L. (Comité interprofessionnel du Logement) qui se fixait déjà pour tâche la rénovation de Roubaix et que défendait comme bec et ongle la municipalité «socialiste» en des termes qui laissent rêveurs :

«Je me rappelle, disait le maire Victor Provo en 1957, avoir quelques fois dit... que tous plus ou moins nous faisons de la politique, que tous plus ou moins nous avons une opinion philosophique, que tous plus ou moins nous défendons nos opinions et nos idées avec force, mais que nous ne sommes pas toujours sûrs que les idées que nous défendons seront éternelles (...) Mais il y a une chose sur laquelle nous sommes sûrs de ne pas nous

municipalités, parmi le monde patronal ; nous avons eu cette chance de trouver des hommes qui ont compris que sur ce point l'unité, tout au moins au départ, pourrait être réalisée et nous avons mis sur pied le CIL.

«Je dois dire d'ailleurs que nous avons bien fait...» ajoutait V. Provo après cette justification embarrassée d'une politique de collaboration de classe sans fard que déjà des prolétaires roubaisiens rompus au combat de classe avaient traduit en ces termes : «Le patronat a joué la carte SFIO pour gérer les affaires municipales et tenter d'endormir la classe ouvrière». De la même manière, cela ne va pas aujourd'hui sans contradictions à l'intérieur du PS, où le courant CERES et parmi eux les militants issus de la petite bourgeoisie, qui s'étaient pris de participer aux actions populaires contre la rénovation, disent que la municipalité s'est comportée tout ce temps en «bon serviteur du patronat» !

Le patronat avait en effet clairement signifié qu'il renonçait en somme à vouloir ôter le pouvoir des mains de la municipalité «socialiste» comme il l'avait tenté



Une cour dans le quartier de Alma-gare. A mesure que les habitants s'en vont, la municipalité s'empresse de murer portes et fenêtres...

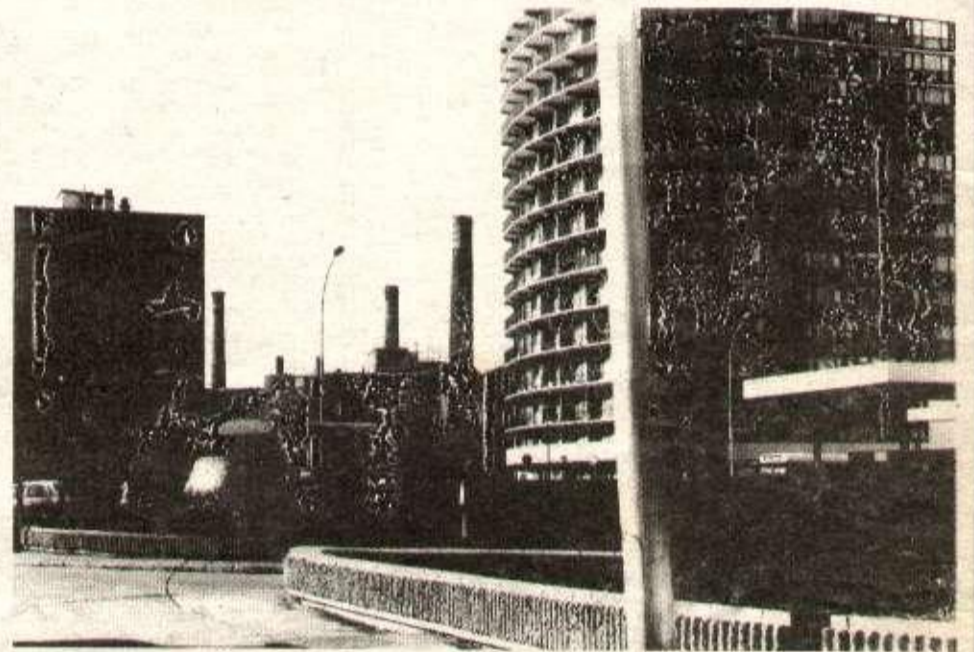
tromper, c'est lorsque nous donnons du bien-être à la population, c'est lorsque nous lui offrons un logement sain et agréable ; là-dedans (...) nous pouvons les uns et les autres unir nos efforts.

«Ensemble nous avons convenu que nous devons mettre sur pied... un organisme susceptible de réunir l'ensemble de la population et de recueillir l'adhésion des cerveaux et des cœurs. Nous l'avons fait ; nous avons eu cette chance de trouver des collaborateurs dans les organisations syndicales libres, parmi les représentants des

maintes fois avant-guerre... Or, dans le même temps, l'industrie textile perdait 50 % de ses emplois et voyait arriver en masse des milliers d'immigrés que les logements nouvellement construits par le CIL refusaient d'héberger. De ce fait, la municipalité socialiste réservait les courées qui, petit à petit, se dépeuplaient, à ce prolétariat totalement démuné.

### «LA PRIORITÉ DES PRIORITÉS...»

«La priorité des priorités, commandait en 1970 le président du Syndat patro-



«Roubaix 2 000» construit sur les ruines de la légendaire rue des Longues Haies

nal du textile, est bien la rénovation urbaine» et il ne se payait pas de mots pour s'indiquer qu'avec le «redéploiement» envisagé de son industrie, le «dégraissage» massif des effectifs allait de pair avec la destruction d'une partie des logements de Roubaix.

La rénovation va donc bon train après l'édification à grand tapage du centre «Roubaix 2 000» construit sur les ruines de la fameuse rue des Longues Haies, théâtre des affrontements de classe de 1931 et 1934.

Pour les travailleurs français relégués dans les immeubles HLM construits par le CIL, le confort s'est sans doute légèrement amélioré mais l'éloignement du lieu de travail s'est accentué et rend nécessaire l'usage des transports particulièrement incommodes et coûteux de l'agglomération.

L'opération «rénovation» sert bien en effet le dessein des patrons de se saisir de tous les moyens de liquider les emplois. Un exemple : aux habitants du secteur de l'Alma-gare (Nord de Roubaix) promis à une rénovation prochaine, la seule proposition de logement est la ZUP de Wattrelos, à plusieurs kilomètres. C'est là un moyen de pression à peine voilé contre les travailleurs afin qu'ils changent de travail s'il ne leur est pas possible d'acquiescer un moyen de locomotion.

La cible préférée de la municipalité et des patrons dans cette vaste entreprise de rénovation, ce sont principalement ces milliers de travailleurs immigrés qui

comptent pour 20 % de la population, encore nombreux dans les courées. En 1972, Provo a décidé de stopper l'immigration et à interdire toute construction de foyer de travailleurs migrants. En plein milieu du conseil municipal, il lâche : «Ce n'est pas nous qui les avons invités à venir...», «Des dispositions, l'humanité nous commande d'en prendre, la raison aussi...»

C'est donc sans doute aussi «l'humanité et la raison» qui lui commande d'interdire l'octroi aux immigrés des logements CIL.

Leur ôtant toute possibilité de logement dans l'empire CIL, en les parquant dans des courées dont elle a programmé la résorption, que veut la municipalité sinon l'élimination de la population immigrée roubaisienne ? Ce qui veut dire aussi par ce moyen, leur départ massif des entreprises textiles...

Pourtant, dans cette entreprise de «rénovation» apparemment bien huilée, municipalité et patronat ont essayé de sérieux revers.

L'action engagée par le peuple des courées avec l'aide de militants des APF depuis plusieurs années a été payée de succès : «Nous voulons de grands logements avec des loyers n'excédant pas 150 francs» réclamaient-ils en 1975. La municipalité a dû céder : sous la pression de la mobilisation tenace des travailleurs, mais aussi parce que la CIL courait au déficit, les logements aux loyers trop élevés ne trouvant plus preneurs...

C'est cette même lutte qui continue de se mener autour de la défense du quartier de l'Alma-gare où fleurit cette chanson-mot d'ordre sur les murs :

Alors on reste là  
On reste et on se bat  
Pour la population  
du quartier gare-Alma



Et dans la rue de la Guinguette, le peuple des courées n'est pas décidé à se faire expulser !